

# Libération



THEOPHILE TROSSAT

**CAMILLE  
ÉTIENNE**  
**«La société  
doit faire  
corps face  
au backlash  
écologique»**

INTERVIEW, PAGES 20-21



ALBERT FACELLY

**ISRAËL**  
**La visite  
polémique  
de Bardella  
et Maréchal**

RÉCIT, PAGES 12-13



ABACA

**ARGENTINE**  
**La culture  
dans le piège  
de Javier  
Milei**

REPORTAGE, PAGES 24-27

# SUEURS FROIDES AU GROENLAND

L'île sous tutelle danoise voit débarquer cette semaine une délégation trumpiste. Sur place, l'idée d'une annexion par les Etats-Unis hérissé la population, mais certains veulent en profiter pour renégocier leur statut avec Copenhague. **PAGES 2-5**



A Nuuk, le 10 janvier. PHOTO JULIETTE PAVY. HORS FORMAT

## EDITORIAL

Par  
ALEXANDRA  
SCHWARTZBROD

## Hold-up

Non, vous n'êtes pas passés sans vous en rendre compte de la lecture de *Libération* à la cinquième saison de la série danoise *Borgen*. Rien, dans ce que nous allons vous raconter, n'est de la fiction, même s'il faut parfois se frotter les yeux pour être sûr que nous ne rêvons pas. Cette semaine, le Groenland reçoit la visite, à partir de lundi, du conseiller américain à la sécurité nationale, Mike Waltz, un proche de Donald Trump et, jeudi, de la femme du vice-président J.D. Vance, Usha Vance, qui sera accompagnée d'un de ses jeunes enfants, comme Elon Musk en a lancé la mode. Officiellement, il s'agit d'assister à la grande course nationale de chiens de traîneau et de découvrir la culture locale. Le tout accompagné d'un vaste service de sécurité avec force voitures blindées débarquées d'avions de transport militaires Hercules.

Mais personne n'est dupe. Moins de trois mois après avoir fait publiquement part de son intention d'annexer le Groenland, ce que beaucoup avaient pris comme un nouveau délire, Donald Trump envoie ses émissaires en repérage. Pour prendre les mesures des fenêtres afin de choisir les rideaux en quelque sorte. Car, grosso modo, le président américain est en train de mettre en œuvre tout ce qu'il s'est engagé à faire avant son entrée en fonction. Sur place, les Groenlandais sont inquiets face à ce hold-up. Mais ils ont également souffert de la colonisation danoise, qui continue à peser sur leur économie comme sur leur mental, qu'ils ont vu dans les déclarations de Trump le moyen de s'affranchir de la tutelle du royaume ou, au moins, de négocier avec Copenhague une coopération d'égal à égal. Il faut lire le reportage passionnant de notre envoyée spéciale à Nuuk pour comprendre l'envie d'indépendance de cette population majoritairement inuite et à qui l'on a appris à copier les manières de la famille royale danoise. Mais ce qui fait la force du Groenland, ses terres riches en minéraux et notamment en terres rares, pourrait lui coûter cher. Ce trésor n'a en effet pas échappé à Trump, qui gouverne davantage en pirate qu'en chef d'Etat. ♦



Le quartier général du Commandement arctique, qui assure la défense de l'île, à Nuuk lundi.



Le drapeau américain

# Au Groenland, l'appel de l'indépendance

REPORTAGE

Sources de vives inquiétudes, les menaces d'annexion brandies par Donald Trump ont aussi redonné de la force au combat indépendantiste des Groenlandais, qui veulent se défaire de la tutelle danoise et renouer avec leur histoire.

Par NELLY DIDELOT  
Envoyée spéciale au Groenland  
Photos JULIETTE PAVY.  
**HORS FORMAT ET AFP**  
Infographie JULIEN GUILLOT

Par l'un de ces hasards dont le Groenland est coutumier, deux des hommes qui portent les visions les plus antithétiques possibles de l'avenir géopolitique de leur pays sont amis d'enfance. L'un s'appelle Orla Joelsen. C'est un quadragénaire discret, candidat malheureux au Parlement sous les couleurs d'Atassut, seul parti unioniste de l'île. Le 15 mars, après une énième provocation de Donald Trump menaçant d'annexer le Groenland, il a rapidement organisé, sur Facebook, la plus grande manifestation qu'ait jamais connue la capitale, Nuuk. Au moins un millier de personnes, dans une ville qui compte 19 000 habitants, se sont réunies pour crier «*Nous ne sommes pas à vendre!*» Des représentants de tous les partis les ont rejoints. L'autre est devenu en quelques mois une étrange star. Jorgen Boassen, 51 ans, aime rappeler qu'on l'a affublé du surnom de «*fils groenlandais de Trump*». En janvier, c'est lui qui a organisé la visite dans la capitale du vrai fils du président américain, Donald Trump Jr. Cette semaine, c'est à nouveau lui qui va accueillir, à partir de jeudi, une délégation américaine composée d'Usha Vance, la femme du vice-président J.D. Vance, de Mike Waltz, le conseiller à la sécurité nationale, et de Chris Wright, le secrétaire à



devant le consulat des Etats-Unis au Groenland.



Jorgen Boassen, qui aime se faire appeler le «fils groenlandais de Trump», le 11 janvier.

l'Energie, en «visite privée». Dès dimanche, il a assisté à l'arrivée de deux avions militaires venus des Etats-Unis pour déposer des voitures blindées et du personnel de sécurité. Depuis le début de l'année, Jorgen Boassen tient salon au café Neko, où les journalistes du monde entier font la queue pour le rencontrer. Affublé d'un tee-shirt barré du slogan «*Thug life*» et d'une photo d'un Trump triomphant, il raconte son histoire, avec amabilité et sans jamais se lasser. Comment lui, l'ancien maçon, est devenu la vitrine des ambitions américaines au Groenland, rétribué pour diffuser le soft power trumpiste.

## «Les plus vulnérables»

«Tout a commencé l'automne dernier quand j'ai rencontré l'ancien représentant de Trump pour l'Arctique à Nuuk dans un restaurant. Je lui ai dit que je voulais aider à la campagne républicaine. Je n'en dormais pas la nuit. Si Kamala [Harris] gagnait, on allait droit à la Troisième Guerre mondiale, assure-t-il. J'avais ce même tee-shirt, on a fait un selfie ensemble qu'il a posté sur les réseaux sociaux.» En ligne, le buzz prend une première fois dans le milieu Maga (du slogan trumpiste «*Make America Great Again*») autour de ce Groenlandais fan du président américain. Les conservateurs l'invitent, tous frais payés, à participer à un porte-à-porte à Pittsburgh (Pennsylvanie) dans les derniers jours avant l'élection. De rencontre

en rencontre avec «des gens célèbres», il finit au Convention Center, où le Parti républicain fête sa victoire, et, «porté par l'adrénaline», il aborde «Don Junior» pour l'inviter à visiter le Groenland. Le fils Trump le prendra au mot.

Jorgen Boassen a-t-il ouvert ce jour-là la boîte de Pandore? L'intérêt de Trump pour l'immense île arctique ne date pas de cette visite

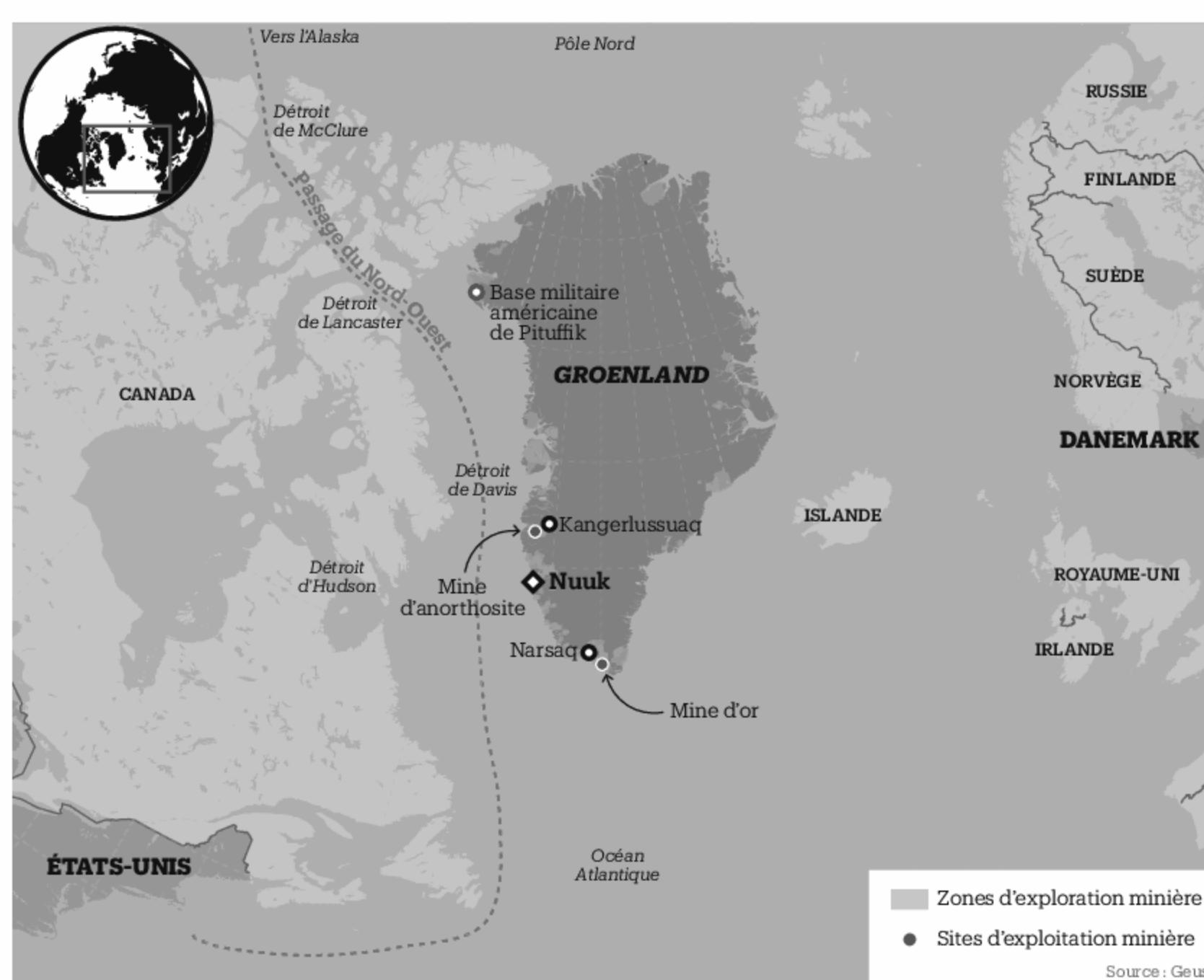
à Washington. Le président américain avait déjà proposé en 2019 de la racheter au Danemark, qui en a toujours la tutelle, mais il n'avait suscité alors que quelques haussements de sourcils. «A l'époque, je n'étais pas inquiet. Mais aujourd'hui tout a changé. Il parle ouvertement d'annexion, officiellement pour garantir notre sécurité et celle des Etats-Unis en contrôlant mieux

l'Arctique. Mais à part lui, je ne vois pas qui nous menace», explique Orla Joelsen. L'angoisse est alimentée par une donnée indépassable : les Groenlandais ne sont que 57 000, et l'équilibre démographique de la population, qui s'identifie à 90% comme inuite, est précaire. «J'ai le sentiment que nous sommes très seuls face à la menace Trump. De toutes les entités qu'il parle d'an-

nexer, nous sommes les plus vulnérables. Et si les Etats-Unis décident de passer à l'acte, Copenhague n'a de toute façon pas les moyens de nous protéger», relève aussi un cadre de Siumiut, l'un des plus vieux partis indépendantistes du pays. Les efforts du Premier ministre sortant, Mute Egede, pour marteler la souveraineté des Groenlandais sur leur terre ne semblent pas avoir beaucoup d'échos de l'autre côté de l'Atlantique. «Notre intégrité et notre démocratie doivent être respectées sans aucune ingérence extérieure», a-t-il répété lundi. Aucun officiel ne rencontrera les Américains.

## Fonte des glaces

Le rêve de Trump de faire du Groenland le 51<sup>e</sup> Etat américain ne trouve à peu près aucun soutien sur l'île. Même Jorgen Boassen dit ne pas le souhaiter. «Nous devons devenir indépendants, nous débarrasser de la tutelle danoise qui veut nous entraîner dans sa guerre contre la Russie, mais avec les Etats-Unis comme très proches alliés», affirme-t-il devant un sandwich au poisson et un énorme bol de mayonnaise. Il ne s'inquiète pas des menaces d'annexion, qu'il qualifie de simple instrument de négociation pour sécuriser les routes maritimes qui s'ouvrent avec la fonte des glaces. En plus de celle de Pituffik, établie depuis plus de quatre-vingts ans dans le Grand Nord, il aimerait voir l'établissement de nouvelles bases américaines dans Suite page 4



**Suite de la page 3** le pays, «pour s'assurer que les Chinois et les Russes n'y mettent pas les pieds». «Depuis 2019, Copenhague promet plus d'avions militaires et des radars pour la marine, mais à part envoyer des milliards à l'Ukraine, les Danois n'ont rien fait», affirme Jorgen Boassen. Dans l'Est, ils n'ont toujours que quelques traîneaux et des chiens.» Orla Joelsen ne lui tient pas rigueur de ses positions — «Chacun de nous essaie de faire ce qu'il estime être le mieux pour l'avenir de notre pays», dit-il —, mais d'autres ont réagi plus vivement, jusqu'aux menaces et à l'altercation.

Dans une société où le silence a encore souvent valeur de vertu, les rodondantes de Trump aiguisent les sentiments. Lorsque le président américain a répété sa menace d'annexion à la mi-mars, Mina, 54 ans, a écrit à son fils. «Si les Américains nous envahissent, tu partiras avec nous?» lui a-t-elle demandé. Deux jours plus tard, elle est venue manifester avec un drapeau du Groenland en papier qui frémait dans le vent. «Nous avons été colonisés une fois, nous ne voulons pas d'une deuxième», dit-elle. «J'aimerais qu'on nous voie comme des individus avec une volonté. Comme un peuple fier et pas comme un territoire à contrôler», abonde Gustav Peterson, venu avec toute sa famille à ce rassemblement considéré comme historique.

## «Une couche d'huile»

Pour les Groenlandais de tous bords, les menaces de Trump s'inscrivent dans un contexte indépassable : celui de la tutelle coloniale danoise. En bordure du centre-ville, dressé sur une petite colline enneigée, un missionnaire danois en pierre règne toujours sur un Nuuk de carte postale. Ici, on vend du poisson frais, des kayaks et des costumes de cérémonie dans des petites maisons colorées. La statue de Hans Egede, par lequel la colonisation danoise est arrivée au Groenland en 1721, tourne le dos à l'autre visage de la capitale, ces barres d'immeubles blanc sale, symbole des inégalités crasses produites par des siècles de domination de Copenhague. Nuuk a obtenu un statut d'autonomie en 1979, élargi en 2009. L'éducation, la santé, la gestion des ressources sont du domaine groenlandais mais le Danemark garde la main sur la politique étrangère, monétaire et de défense, tout en contribuant au budget du gouvernement à hauteur d'environ 50%. Dans les faits, le drapeau national flotte devant l'Inatsisartut, le Parlement local, mais les échanges se font en couronnes et le danois reste la langue dominante dans l'administration.

Verner Hammeken a quitté l'île à 12 ans. Après une carrière internationale, il est revenu en 2015 pour prendre la direction de Royal Arctic Line, la compagnie maritime nationale. «Je pensais que tout aurait changé avec l'autonomie, mais j'ai retrouvé un pays toujours dominé. La classe supérieure, formée de fonctionnaires ou de chefs d'entreprise

danois et de Groenlandais qui ont adopté leur état d'esprit, forme comme une couche d'huile qui ne se mélangera pas au reste de la population», raconte l'homme de 59 ans, membre de l'association indépendantiste Inuit Nutaaq. Le fonctionnement de l'économie témoigne du déséquilibre dans la relation entre le Danemark et le Groenland. Les importations viennent à 62% du pays scandinave et les exportations s'y dirigent à 86%. Dans le supermarché du centre commercial de Nuuk, où traînent des bandes d'ados habillés comme n'importe quels jeunes occidentaux, comme dans les épiceries des villages reculés, on trouve essentiellement des produits danois, qu'il s'agisse de carottes ou de plats préparés. Verner Hammeken, qui dirige désormais une entreprise de pêche, donne un exemple dans l'autre sens. «Pour vendre du poisson à l'étranger [soit 98% des exportations groenlandaises], il faut forcément passer par le Danemark, puisque les autorités sanitaires dépendent toujours de Copenhague», pointe-t-il. Si on vendait notre flétan [un grand poisson plat, ndlr] directement à la Chine, par exemple, on ferait un bénéfice jusqu'à 30% supérieur.»

Au Groenland, la question de l'indépendance ne fait pas débat. L'immense majorité de la population la souhaite, à condition de ne pas voir son niveau de vie chuter. Mais pour cela, il faudra trouver des alternatives aux subventions danoises, peut-être dans les ressources minières (lire ci-contre) ou dans le tourisme. Le champ politique se divise entre modérés — qui veulent construire une économie solide avant de lancer le processus d'indépendance — et radicaux, prêts à faire des sacrifices pour accélérer les choses. Les premiers sont représentés notamment par Demokratisit, le parti libéral vainqueur des récentes élections, ou Inuit Ataqatigiit, qui dominait le gouvernement sortant; les seconds par Naleraq.

Mais la voie de la séparation avec Copenhague prend aussi d'autres formes, loin de la politique. Les quinquagénaires, élevés avec des noms danois, ont choisi des prénoms inuits pour leurs enfants. Les tatouages traditionnels, un temps interdits par la colonisation, reviennent sur les mains et les visages. Betty Siorak, une ligne tatouée sur le menton, a choisi de changer son patronyme il y a deux ans. «Je suis née Anthonsen et je me suis longtemps demandé qui était cet homme qui avait donné son nom à ma famille. Puis j'ai appris que les missionnaires donnaient aux Inuits des noms danois au hasard en les baptisant», raconte-t-elle avec douceur. Comme d'autres, elle s'inscrit dans une forme de «décolonisation mentale» qui a pris son essor ces dernières années et qui revalorise des pratiques moquées ou effacées par la colonisation. «Pour réussir dans notre système, il faut adopter les normes danoises. Toute mon enfance, ma grand-mère m'a répété d'imiter la reine Margarethe. Tout est si... européen ici», lâche la jeune femme en promenant son regard sur le modeste centre commercial de Nuuk. Les choses changent pourtant doucement. Aujourd'hui, les jeunes parlent surtout en kalaallisut, la langue inuite, et parfois mieux anglais que danois. Avec l'avènement (tardif) de l'Internet bon marché, la télévision danoise a aussi perdu son hégémonie culturelle au profit des plateformes américaines.

Pour Ebbe Volquardsen, professeur à l'université du Groenland, Donald Trump pourrait paradoxalement avoir accéléré ce processus de distanciation avec Copenhague.

«Quand il a proposé une première fois d'acheter l'île en 2019, il a fait une faveur involontaire au pays, en lui montrant sa valeur. Le Danemark a toujours présenté le Groenland comme un poids économique, un territoire qu'il aidait à évoluer vers la modernité de manière très

altruiste. Alors que Trump a prouvé que d'autres pays seraient prêts à payer tout autant pour contrôler les routes arctiques et les ressources minières», explique-t-il depuis son bureau de l'université, face à un paysage lunaire de roches balayées par la neige. A Copenhague, toute une partie de l'opinion publique comme de la classe politique s'accroche toujours à cette image de «bienfaiteurs». La Première ministre sociale-démocrate, Mette Frederiksen, a été la première à fendre le consensus en parlant ouvertement de colonisation.

## Stéréotypes sur les Inuits

Depuis, la menace américaine a mis un sérieux coup d'accélérateur à la redéfinition des relations entre le Danemark et le Groenland. Réunis en janvier, Mette Frederiksen et Mute Egede, le Premier ministre groenlandais sortant, ont conclu que «l'unité du royaume» ne devait pas seulement changer, mais changerait dans un futur proche. «Trump a fait paniquer Copenhague. Les concessions qui s'ouvrent auraient été impensables il y a encore quelques mois», estime Ebbe Volquardsen. Les Groenlandais ont noté ces ouvertures avec un mélange d'intérêt et de lassitude. «Au Danemark, les stéréotypes sur les Inuits ont toujours été très présents. J'ai vécu cette stigmatisation toute mon enfance, au point d'intérioriser la colonisation et de me sentir gênée d'être groenlandaise», raconte Julia Aka Wille, une journaliste de 30 ans qui a grandi entre les deux pays. Sweat-shirt «Decolonize» sur les épaules et pendatif en forme du pays autour du cou, elle pointe les récents développements : «On continuait à parler de nous comme d'enfants à qui on ne pourrait pas laisser les clés de la maison, quand Trump s'est mis à s'intéresser au Groenland. Et soudainement, un grand plan de lutte contre le racisme a été annoncé.»

La neige tourbillonnante a couvert Nuuk d'une couche ouatée qui étouffe les sons et ralentit les mouvements. Mais les esprits sont en surchauffe. Depuis le début de l'année, la question de l'indépendance est dans toutes les bouches, qu'on la veuille proche ou lointaine. Avec l'ombre américaine, elle a pesé sur les élections. Les partis de la coalition sortante ont subi un revers cuisant, dépassés par les indépendantistes «pressés» de Naleraq, qui ont réalisé leur meilleur score, avec 25% des suffrages, et par les libéraux de Demokratisit, qui ont adopté ces dernières années un ton à la fois plus social et plus indépendantiste.

«Trump a ouvert une fenêtre pour faire avancer la question de l'indépendance. Il faut s'en saisir tant qu'il est temps et lancer les négociations avec Copenhague», plaide Verner Hammeken.

Un accord de libre association avec le Danemark, voire l'Union européenne, est de plus en plus évoqué par des personnalités d'horizons très différents comme une solution al-



Dans la ville de Narsaq, à 7 km de la



«Nous ne sommes pas à vendre», brandi le 15 mars à Nuuk.

ternative à une indépendance totale. «Les tensions internationales ont créé une opportunité pour que Danois et Groenlandais se mettent d'accord sur un modèle de coopération totalement nouveau», pointe Ebbe Volquardsen. Les habitants de ce pays sont effrayés à juste titre par Trump, mais ils ont l'habitude de s'adapter à des situations désagréables et inconfortables et d'essayer d'en tirer le meilleur parti.»

Nuuk en a fait l'expérience en 2017. A l'époque, l'aéroport de la capitale ne pouvait accueillir que de tout petits appareils. Un problème pour une île où il n'existe aucune route pour relier les villes entre elles, et une source d'isolement majeur, qui obligeait les rares vols internationaux à se poser près de 300 kilomètres au nord, sur une ancienne base américaine de la Seconde Guerre mondiale. En quête de financements pour l'agrandissement de la piste, et face aux refus de Copenhague, le gouvernement s'est tourné vers des entreprises chinoises. A peine quelques mois plus tard, le Danemark, poussé par les Etats-Unis, offrait au Groenland un prêt extrêmement avantageux. Inauguré en novembre 2024, l'aéroport de Nuuk, qui tient tout juste entre la mer et la montagne, est devenu un puissant outil d'ouverture vers d'autres horizons. Ironie de l'histoire, il accueillera cet été les premières liaisons directes avec New York. ◆



mine d'uranium de Kvanefjeld. PHOTOS JULIETTE PAVY. HORS FORMAT

# Les ressources minières, convoitées et redoutées

**Riches en cobalt, en tungstène ou en terres rares, les sous-sols de l'île aiguisent l'appétit des Etats-Unis comme celui de certains indépendantistes, mais leur exploitation suscite des craintes pour l'environnement.**

**A**u Groenland, la roche affleure partout. Elle parsème les rares prairies du Sud, découpe la silhouette des fjords, chahute la géographie de la capitale, Nuuk, scindée et enserrée par des pentes abruptes et des sommets. Elle aiguise aussi de plus en plus d'appétits. Aux abords des côtes, là où on trouve les seuls sols non gelés, et probablement aussi sous la calotte glaciaire qui couvre 80 % de l'immense île arctique, se trouvent des gisements de cobalt, de graphite, de tungstène – autant de ressources minérales considérées par l'Otan comme «essentielles à la défense» – et d'importantes réserves de terres rares, utiles pour la transition énergétique.

Ces trésors du sous-sol n'ont pas échappé à l'attention de Donald Trump. Si le président américain ne cesse de marteler que le Groenland est nécessaire à la «sécurité nationale» des Etats-Unis, c'est en partie dans l'espoir d'en prendre le contrôle. «Bien entendu, quand Trump parle de nous, cela suscite de l'intérêt. Depuis le début de l'année, une vingtaine de nouvelles demandes de permis d'exploration ont été déposées. Ce sont des chiffres très élevés pour nous», indique Jorgen Hammeken-Holm, secrétaire permanent du ministère des Ressources minérales.

**Exploration risquée.** Sur l'île, dont la superficie équivaut à quatre fois celle de la France métropolitaine, il n'existe que deux mines en exploitation : une d'or dans le Sud, active depuis à peine quelques mois, et une d'anorthosite, une roche très recherchée dans l'industrie, au nord de la capitale. Les rares autres ouvertes au cours de la dernière décennie ont fait faillite. Quant à l'implication américaine, elle est quasi inexistante : sur environ 85 permis d'exploration délivrés par le gouvernement, un

seul est détenu par une compagnie liée aux Etats-Unis. Le secteur manque d'investissements pour financer les longues et hasardeuses campagnes d'exploration. Depuis 2021, le Premier ministre sortant, Mute Egede, s'est rendu plusieurs fois aux Etats-Unis pour y chercher des fonds. Sans succès. Alors quand les membres de l'administration Trump claiment que des dizaines de milliards de dollars sont prêts à être investis au Groenland, les connaisseurs du secteur rient jaune.

Les entreprises qui s'aventurent sur l'île arctique ne sont pas si nombreuses. «Le Groenland dispose d'un potentiel géologique incroyable et d'une très bonne législation minière. Mais les défis sont tout aussi élevés. Il faut construire des routes, parer au manque de main-d'œuvre, s'adapter aux conditions climatiques», explique Eldur Olafsson, le directeur islandais d'Amaroq Minerals, qui exploite la mine d'or de Nalunaq. A l'image des autres compagnies minières qui opèrent au Groenland, son entreprise est modeste. Mais Eldur Olafsson ne manque pas d'ambition : il entend se servir des revenus générés par la mine d'or pour accélérer l'exploration de gisements de cuivre et de terres rares. Le futur du pays pourrait dépendre de la réussite de ce genre de projets. Quand le Groenland, toujours sous tutelle danoise, a obtenu une plus grande délégation de pouvoirs en 2009, il s'est battu pour récupérer les droits sur son sous-sol. Avec une idée claire en tête : financer l'indépendance en compensant l'arrêt des subventions danoises grâce aux revenus miniers. «À l'époque, on voulait miser sur le pétrole et le gaz. Mais la crise financière est arrivée et les majors du secteur ont choisi de ne pas s'aventurer dans une exploration risquée», raconte Jorgen Hammeken-Holm. L'espoir des hydrocarbures s'est évaporé. Même si on trouvait d'immenses quantités de pétrole aujourd'hui, il faudrait quinze à vingt ans pour en lancer l'exploitation. «Qui sait à quoi ressemblera le monde à cette date? Mieux vaut ne pas se risquer sur ce chemin», dit le fonctionnaire. Avant d'ajouter dans un soupir : «Si on avait trouvé du pétrole il y a quinze ans, le Groenland serait différent aujourd'hui.»

Les mines sont l'une des seules options restantes. «Si on veut l'indépendance, il nous faut des revenus autres que la pêche. Ces minerais dans notre sous-sol, c'est un cadeau de la nature à notre peuple», estime Estrella Molgaard Thomsen du SIK, le principal syndicat groenlandais. Le chemin à parcourir est pourtant encore long et sinuieux. Le secteur minier emploie moins de 0,5 % de la population active et génère une fraction infime du PIB. «Pour fournir un revenu capable de nous faire avancer vers l'indépendance, il faudrait sept à dix mines de grande ampleur, adossées à des gisements majeurs et exploités par les géants du secteur», estime Jorgen Hammeken-Holm. «Aujourd'hui, l'un des seuls sites qui aurait ce potentiel est celui de Kuannersuit, dans le sud du pays.» Le destin contrarié de l'exploitation minière au Groenland veut que ce site soit aussi le plus controversé du pays.

A Narsaq, petite ville d'un millier d'habitants faite de maisons bleues, rouges, jaunes et vertes, tout le monde sait derrière quelle montagne se cache le fameux gisement, distant de seulement 8 km. A la fin des années 1950 puis 1970, l'Etat danois y a mené des tests d'extraction d'uranium à petite échelle. Puis au tournant des décennies 2000 et 2010, Kuannersuit a recommencé à faire parler de lui. Des forages y ont détecté l'un des plus importants gisements de terres rares hors de Chine, potentiellement capable de couvrir 15 % de la demande mondiale en composants nécessaires aux appareils électroniques. Mais elles y sont mêlées à l'uranium et leur exploitation impliquerait une extraction secondaire du métal radioactif. «Les risques de pollution

«Les vents violents qui accompagnent le changement climatique pourraient disperser la poussière d'uranium sur les terres. Notre mode de vie risquerait la destruction.»

**Arnaíguák Petersen**  
militante du collectif «Non à l'uranium»

sont tellement importants. Les vents de plus en plus violents qui accompagnent le changement climatique pourraient disperser la poussière d'uranium sur les terres qui nourrissent nos bêtes, les baies que l'on cueille, l'eau où l'on pêche. Tout notre mode de vie risquerait la destruction», assure Arnaíguák Petersen, militante du collectif local Urani naamik («Non à l'uranium», en langue kalaallisut). A la simple idée de ce scénario, sa voix se casse. En 2021, l'activisme des habitants a fait de cette mine l'un des enjeux majeurs de la précédente élection au Parlement groenlandais. Inuit ataqatiguit (IA), le parti qui avait promis d'interdire l'exploitation d'uranium, l'a emporté et a rapidement agi. Les projets de mine à Kuannersuit sont depuis restés bloqués. Mais le recul d'IA aux élections du 11 mars, devancé par deux partis bien plus favorables à l'exploitation minière, a réveillé les craintes dans la vallée de Narsaq.

**Pleuré de rage.** «Aucune mine n'a jamais profité à ce pays. Aux entreprises sûrement, mais jamais directement à nous. Nous ne devrions même pas chercher à en ouvrir avant d'être sûrs de pouvoir les gérer nous-mêmes», estime Arnaíguák Petersen. En février, sa peur a été ravivée par la diffusion d'un documentaire consacré à la cryolite. Ce minéral, utilisé dans la production d'aluminium, a en partie aidé les Etats-Unis à gagner la Seconde Guerre mondiale en alimentant la fabrication des avions. On ne l'extrayait qu'à un seul endroit dans le monde : Ivittuut, sur la côte occidentale du Groenland. Selon le documentaire, la mine, gérée tout au long de son siècle d'existence par des Danois, aurait rapporté la somme colossale de 400 milliards de couronnes (53 milliards d'euros), qui auraient bénéficié quasi uniquement au pays colonisateur. Le chiffre a été contesté au Danemark et le documentaire retiré de la plate-forme de diffusion de la chaîne publique. Mais au Groenland, il a cristallisé la colère. En le regardant, Hedvig Frederiksen a pleuré de rage. A la fin des années 1960, quand elle était encore enfant, son père a travaillé à Ivittuut. «Pas à la mine, seuls les Danois avaient le droit d'y travailler, mais comme employé à la cantine», raconte la sexagénaire aujourd'hui. Autour du gigantesque cratère formé par la carrière, une commune danoise s'était installée, dotée de courts de tennis et de tout le confort moderne. La famille de Hedvig Frederiksen vivait à 15 km de là, dans le village inuit d'Arsuk. «On n'avait ni l'électricité ni l'eau courante, quand les Danois vivaient dans le luxe. Alors, j'ai du mal à le croire quand Copenhague dit que nous n'avons jamais été qu'une dépense pour le Danemark», lâche la retraitée. «Nous n'accepterons plus ce genre d'exploitation une seconde fois», prévient aussi la syndicaliste Estrella Thomsen. Les entreprises étrangères qui opèrent ici devront se plier à nos règles et à nos impôts.» Pas sûr que les investisseurs trumpistes apprécieront.

**NELLY DIDELOT**  
Envoyée spéciale au Groenland



Pour la huitième année consécutive, la Finlande s'est classée en tête du *World Happiness Report*. PHOTO GETTY IMAGES

# «Le bonheur, une idée neuve en Europe»

Par **SERGE JULY**  
Cofondateur de «Libération»

Le 3 mars 1794 (le 13 ventôse de l'an II selon le calendrier révolutionnaire), au cœur de la Terreur et quatre mois avant de périr sur l'échafaud après le coup d'Etat des thermidoriens, le révolutionnaire Louis-Antoine-Léon de Saint-Just (1767-1794), du haut de ses 26 ans, propose à la Convention que l'exemple français entraîne l'extension du bonheur au-delà des frontières. «*On trompe les peuples de l'Europe sur ce qui se passe chez nous. On travestit vos discussions. On ne travestit point les lois fortes; elles pénètrent tout à coup les pays étrangers comme l'éclair inextinguible. Que l'Europe apprenne que vous ne voulez plus un malheureux ni un oppresseur sur le territoire français; que cet exemple fructifie sur la Terre; qu'il y propage l'amour des vertus et le bonheur! Le bonheur est une idée neuve en Europe.*»

Le bonheur est un héritage des Lumières. Avant que Saint-Just fasse «du bonheur le but de la politique», les révolutionnaires américains étaient déjà passés par là. Dans la déclaration d'indépendance américaine de 1776, «la re-

cherche du bonheur» est mise sur le même plan que la liberté. Saint-Just a travaillé le sujet puisqu'il fut l'un des rédacteurs de la Constitution de 1793 avec Hérault de Séchelles, au sein du Comité de salut public. Ce texte demeure la Constitution préférée de la gauche française, à toutes les époques. Il fut adopté par référendum et abrogé, si j'ose dire, par leurs auteurs, la priorité ayant été donnée à la Terreur. Cette Constitution dans son article premier proclamait que «*le but de la société est le bonheur commun*».

«*Les hommes sont naturellement pervertis par la corruption des gouvernements*», écrit Saint-Just dans son essai sur le droit social. L'orateur exceptionnel et volontiers impitoyable qu'il fut aurait aimé savoir que les pays nordiques, les plus froids d'Europe, sont devenus les plus heureux de la Terre. Et il aurait été sans doute très heureux d'apprendre que le Bhoutan, un petit Etat lui aussi très froid de l'Himalaya, avait inventé «l'indice de bonheur». Cet état d'esprit que Freud avait identifié «comme un rêve d'enfant réalisé à l'âge adulte». Et dont Rimbaud, qui l'avait étudié, a dit: «*J'ai fait la magique étude du bonheur, que nul n'élude.*»

Saint-Just aurait apprécié le *World Happiness Report*, qui paraît chaque année depuis sa création en 2012 et auquel participent les Nations unies, l'institut Gallup et plusieurs universités. Ou encore le baromètre de l'OCDE, créé en 2007, sur le «bonheur intérieur brut». Ou encore «l'observatoire du bien-être» dont dispose la France, et qui reprend l'idée du Conseil national de la Résistance qui, en 1944, prétendait instaurer «*les jours heureux*». Après tout, le philosophe Alain n'a-t-il pas écrit que «*comme la fraise a goût de fraise, ainsi la vie a le goût de bonheur*». L'édition 2025 du *World Happiness Report* vient de paraître, et pour la huitième édition consécutive, la Finlande s'impose comme le pays le plus heureux au monde, suivie par la plupart des pays de l'Europe du Nord, l'Islande, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Suède et la Norvège. Seul le Costa Rica, Etat tropical d'Amérique centrale, s'intercale dans les dix premiers (Israël occupe le huitième rang du classement, qui a été établi avant le 7 octobre 2023). La situation de la France, en revanche, ne s'améliore pas. Elle y est 33<sup>e</sup>, en recul de six places. Autre pays en déclassement: les Etats-Unis, désormais au 24<sup>e</sup> rang alors qu'ils étaient à la 11<sup>e</sup> place en 2012. Deux indicateurs qui flambent expliquent ce recul: le nombre de personnes qui déjeunent et dînent seules (+53%) et le nombre de décès par désespoir, donnée qui englobe les morts par suicide, overdose de drogue ou consommation d'alcool. Cet indice est en pleine augmentation.

En bas du tableau, on trouve l'Afghanistan, le Liban et la Sierra Leone. L'originalité de ce classement est qu'il met plutôt en avant des petits pays, avec des populations réduites. Et entre le froid et la glace d'un côté, le soleil et les tropiques de l'autre, c'est le froid qui est plébiscité. En Finlande, même si les conséquences de la guerre en Ukraine et les tensions avec le régime poutinien risquent de fragiliser le classement exceptionnel du pays, les spécialistes mettent en avant la construction au sein de la société finlandaise «*d'une infrastructure du bonheur*», où le bénévolat, la générosité, les connexions et le souci des autres occupent une place importante, où la confiance est partagée par toutes les strates de cette société, où les loisirs occupent une place importante et où la nature «*est un élément important*». La Finlande dispose aussi d'un système de protection sociale solide. Le départ à la retraite est à 64 ans et 6 mois pour ceux qui sont nés en 1960. L'âge du départ à la retraite au Danemark est fixé à 67 ans, comme en Islande et aux Pays-Bas. Le choix aura été dans la plupart de ces pays de préserver la protection sociale, mais sans fétiliser la date de départ à la retraite. Tous ces petits pays peuvent inspirer les grands d'Europe et leur proposer des solutions. Plutôt que faire semblant de discuter dans des conclaves bidons, un voyage d'étude collectif de François Bayrou avec la patronne de la CFDT, celle de la CGT et les représentants du patronat serait évidemment très utile. ♦

# ÉDITOS /

## En Serbie, Turquie, Israël, la rue est-elle le peuple ?

Par **THOMAS LEGRAND**  
Chroniqueur politique

Les manifestations monstres en Serbie, en Turquie et en Israël contre des gouvernements nationalistes, populistes, illibéraux... sont-elles seulement les manifestations de la partie du peuple progressiste, souvent citadine et éduquée ? Ou sont-elles le signe du début du ressac démocratique, après une vague populaire mondiale qui a montré son vrai visage ?

En Serbie, la jeunesse de Belgrade et d'autres grandes villes du pays manifeste massivement depuis des semaines contre le pouvoir illibéral et prorusse du président Aleksandar Vucic. Ils étaient encore 300 000 samedi 15 mars. En Turquie, depuis l'arrestation d'Ekrem Imamoglu, le maire d'Istanbul et principal opposant d'Erdogan, des dizaines de milliers de protestataires manifestent à travers le pays, bravant des services de sécurité violents, tandis qu'en Israël c'est également massivement que les habitants, principalement de Tel-Aviv, s'insurgent contre le saccage de la démocratie et la destruction du système judiciaire du pays par Nétanyahou. On attend le réveil des démocrates et des universités pour qu'un tel phénomène se produise aux Etats-Unis. Un contre-exemple s'est produit en Roumanie, où l'on a vu des manifestants à Bucarest en soutien à Calin Georgescu, le candidat d'extrême droite inculpé, deux mois après l'annulation de l'élection présidentielle. Mais ils n'étaient que quelques milliers et ça n'a pas duré.

**Les manifestations sont bien plus la preuve d'une vitalité démocratique que le nombre de followers des leaders populistes sur les réseaux.**

On a tendance à opposer les manifestations des anti-autoritaires au choix des urnes, qui valorisent partout les populistes et les candidats nationalistes. Ce serait la population éduquée et citadine contre la population sans diplôme et plutôt rurale. Qui est le peuple ? Les deux bien sûr, et le meilleur moyen de lui donner la parole reste l'élection. La légitimité des urnes est, par nature, supérieure à celle de la rue. Mais cette assertion est aujourd'hui à nuancer.

Le poids des massives ingérences informationnelles numériques russes, ou maintenant américaines, lors des campagnes électorales et plus généralement dans les débats publics mondiaux au sein des démocraties plus ou moins développées, entache le message des urnes. Les manifestations très importantes en revanche, en Serbie, Turquie et Israël rassemblent des citoyens qui prennent des risques (répression physique, reconnaissance faciale). Ces actions collectives sont bien plus la preuve d'une vitalité démocratique que le nombre de followers des leaders populistes sur les réseaux ou le fait de liker, commenter, de façon solitaire et souvent anonyme, des contenus haineux.

On cite souvent, en pareil cas, la phrase de Hugo : «*La foule trahit le peuple.*» Mais personne ne sait d'où sont tirés ces mots. En revanche, dans *l'Année terrible*, publié juste après la Commune, Hugo distingue bien foule et peuple. Il y fustige la foule (appelée ici «populace») qui applaudit la répression versaillaise et réclame l'autoritarisme, quand le peuple, lui, tente de construire la démocratie et la République : «*Voici le peuple avec son épouse, l'idée ; Voici la populace avec son accordée, la guillotine. Et bien, je choisis l'idéal. Voici le peuple ; il change avril en Floreal ; Il se fait République, il règne, il délibère. Voici la populace : elle accepte Tibère. Je veux la République et je chasse César.*» Aujourd'hui, les Serbes, les Turcs et les Israéliens qui sont dans les rues de Belgrade, Istanbul et Tel-Aviv sont le peuple hugolien. ◆

# Bourges CLIMAT TOUR

Libé



## PLEIN PHARE SUR LA CULTURE

Showcase Terrenoire  
Spectacle Frédéric Ferrer  
Débats Françoise Vergès, Eva Jospin,  
Sébastien Kheroufi, Rose Lamy,  
Frédérique Alt-Touati, Marina Chiche,  
Lydie Lescarmontier...  
Lieux Théâtre Jacques Cœur,  
Muséum d'Histoire Naturelle

**03/04 avril**

Gratuit sur inscription

[ville-bourges.fr](http://ville-bourges.fr)

# UKRAINE

# Qui veut faire tomber Zelensky ?

Nouveaux porte-flingue du Kremlin, Donald Trump et ses alliés poussent le président ukrainien, toujours très populaire, à organiser des élections ou à démissionner. Dans le pays, vieux ambitieux et agitateurs sont sur les dents.

Par  
**STÉPHANE SIOHAN**  
Correspondant à Kyiv

Ce n'est plus un bruit de fond, c'est une ritournelle. Américains et Russes se sont acquis pour avoir la tête de Volodymyr Zelensky, afin de briser la colonne vertébrale de la résistance ukrainienne à leur plan de normalisation. Dernier développement, l'interview accordée par Steve Witkoff, le représentant spécial des Etats-Unis pour la Russie, au podcast du journaliste ultraconservateur Tucker Carlson. Durant l'entretien, entre deux âneries et imprécisions dramatiques, l'homme de confiance de Donald Trump déclare que des élections en Ukraine sont «indispensables», bien que la Constitution ukrainienne interdise tout scrutin en période de loi martiale et que deux tiers des électeurs soient contre la tenue d'élections.

L'émissaire avance que Volodymyr Zelensky est d'accord avec lui, ce qui est loin d'être certain, et qu'il considère les élections, qui «doivent avoir lieu», comme «la clé du processus de paix». En février 2024, un officier du renseignement

militaire ukrainien, rencontré par Libération, avait estimé que dès le 20 mai 2024, cinquième anniversaire de la prise de fonction de Zelensky, les Russes entameraient une «opération psychologique internationale afin de persuader le monde occidental qu'à l'issue de son mandat, Volodymyr Zelensky ne serait plus un président légitime, alors que la Constitution ukrainienne est très claire à ce sujet, et que [selon le narratif russe] il devrait être remplacé, d'une manière ou d'une autre».

#### «UN LEADER QUI PUISSE NÉGOCIER»

Les événements se sont accélérés depuis l'investiture de Donald Trump, le 20 janvier 2025. On se souvient de sa charge, en février, traitant le président ukrainien de dictateur, pour ne pas avoir organisé d'élections. Le 2 mars, le conseiller à la sécurité nationale, Mike Waltz, suggérait que Zelensky devrait démissionner «pour laisser place à un leader qui puisse négocier avec nous, et éventuellement avec les Russes». De manière synchrone, plusieurs acteurs ukrainiens doux sortent du bois. Le 3 mars, Alexey Arestovych, un ancien pro-

che de l'équipe Zelensky au début de la guerre, qui depuis réside à l'étranger d'où il n'a de cesse de critiquer le pouvoir ukrainien, change le texte de son profil sur X, y écrivant sobrement «candidat à la présidence de l'Ukraine».

Le même jour, un compte X anonyme portant le nom de «Cillian» relaie une information selon laquelle le député Oleksandr Dubinsky a demandé une session d'urgence du Parlement pour engager une procédure de destitution à l'encontre de Zelensky après la dispute dans le Bureau ovale. «C'est énorme. Le régime de Zelensky s'effondre en temps réel», tweete-t-il. Elon Musk répond à ce tweet d'un laconique «Wow!» lui donnant ainsi une portée énorme. Élu en 2019 dans les rangs du parti Serviteur du peuple de Zelensky (dont il a été exclu), Oleksandr Dubinsky est un agent de liaison de l'oligarque Ihor Kolomöisky, corrompu, odieux et vulgaire, mis sous sanctions par les Etats-Unis en 2020.

Arrêté en janvier 2024 en Ukraine pour «trahison et diffusion de la propagande russe», aujourd'hui en prison, Oleksandr Dubinsky fait partie d'un groupe de «contacts

ukrainiens», le réseau Derkach, qui frayent avec les services russes et que Rudy Giuliani, l'ancien avocat personnel de Donald Trump, a activés en 2019 et 2020 lorsque le président américain a tenté de forcer Kyiv à lancer des enquêtes contre le fils de Joe Biden. «Dubinsky est une personne extrêmement peu recommandable», confirme le politologue Oleksiy Haran, professeur à l'université Académie Mohyla de Kyiv. Quant à Arestovych [qui se dit candidat à la présidence ukrainienne, ndlr], c'est un aventuriste, qui dit des choses positives sur la Russie, criti-

que le gouvernement ukrainien depuis l'étranger et joue contre son propre camp.»

#### UN SEUL RIVAL POTENTIEL

D'autres personnalités connues, frappées d'hubris, se mettent également à frétiller. Parmi elles, l'ancien président Petro Porochenko, qui parle souvent de lui à la troisième personne, s'auto-attribue les succès du gouvernement, même si son parti Solidarité européenne se prononce contre le principe d'élections. Puis l'ancienne Première ministre Ioulia Timochenko, increvable, qui, en 2017, à l'événement annuel «National Prayer Breakfast» à Washington, où se retrouvent de nombreuses personnalités influentes, n'avait pas hésité à faire le pied de grue dans le couloir menant aux toilettes des hommes dans l'espoir de serrer la main de Donald Trump et de se faire prendre en photo avec lui. Selon Politico, des émissaires de Trump auraient rencontré les équipes de Porochenko et de Timochenko. Radio Free Europe avance même que Timochenko a probablement rencontré Steve Witkoff. Selon Andriana Kucher, reporter aux Etats-

Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, avec des officiers militaires, sur une photo diffusée



«Selon les sondages, si le général Zaloujny se présentait aux élections, il pourrait l'emporter contre Zelensky.»

Oleksiy Haran  
professeur à l'université Académie Mohyla de Kyiv



samedi par son service de presse. PHOTO AFP

# A Riyad, Kyiv dans l'expectative

**Des discussions se sont tenues dimanche et lundi en Arabie Saoudite, entre Washington et Kyiv, puis entre Washington et Moscou.**

Comme craint, attendu, ou espéré, selon le côté des barricades où l'on se trouve, les négociations à Riyad sur l'avenir de l'Ukraine n'auront, une nouvelle fois, pas accouché de grand-chose. Lundi, en début de soirée, après une journée de discussions, l'agence russe Tass annonçait que les parties cherchaient à se mettre d'accord sur un communiqué commun, qui sera dévoilé ce mardi. Volodymyr Zelensky avait prévenu que les réunions seraient «techniques», Washington ayant fait monter la mousse en annonçant que «jamais la paix n'a été aussi proche». Les Russes ont, eux, répété ce week-end que la conversation serait difficile. Les pourparlers à Riyad ont commencé dimanche entre Ukrainiens et Américains, et se sont poursuivis lundi, entre Américains et Russes. La délégation russe était menée par le sénateur Grigory Karassin, président de la commission aux affaires étran-

gères de la chambre haute du Parlement russe, et le conseiller du directeur du Service fédéral de sécurité (FSB), Sergueï Beseda. Coté américain, Andrew Peek, directeur senior au Conseil de sécurité nationale et Michael Anton, directeur de la planification politique au Département d'Etat. Enfin, les Ukrainiens, restés à Riyad lundi pour attendre le résultat de la bilatérale américano-russe, étaient chapeautés par Roustem Oumerov, le ministre de la Défense, et l'adjoint du chef de cabinet de la présidence, Pavlo Palissa.

**Garanties.** Un cessez-le-feu rapide sous l'égide des Etats-Unis reste improbable pour de nombreuses raisons. Vladimir Poutine continue de parler de «causes profondes» du conflit qu'il faut adresser, c'est-à-dire le désir de souveraineté de Kyiv et ses velléités atlantiste et européenne, et à exiger que le partage de renseignements et l'aide militaire occidentale à l'Ukraine cessent, comme préalables à une trêve. Volodymyr Zelensky a, de son côté, inscrit l'adhésion à l'Otan dans la constitution ukrainienne, exige des garanties de sécurité tangibles.

Selon le conseiller du chef du bureau présidentiel ukrainien, les discussions entre les délégations ukrainienne et américaine, dimanche, ont porté, entre autres, sur la sécurité de la navigation et l'arrêt des attaques contre les ports ukrainiens. «Il a été question d'un cessez-le-feu mutuel : nous n'attaquons pas leurs installations en mer, y compris les installations fluviales, et ils n'attaquent pas nos installations et nos ports», a déclaré Serhiy Leshchenko à la télévision ukrainienne. Il s'agit de rétablir un accord qui avait permis à l'Ukraine, de juillet 2022 à juillet 2023, d'exporter ses céréales, vitales pour l'alimentation mondiale, malgré la présence de la flotte russe dans la zone. La Russie s'en était retirée, accusant les Occidentaux de ne pas respecter leurs engagements censés assouplir les sanctions sur les exportations russes de produits agricoles et

d'engrais. Le rétablissement de l'accord permettrait à la Russie d'exporter via la mer Noire, échappant ainsi aux sanctions.

## «Déclarations creuses».

«Aujourd'hui, à l'ordre du jour, il y a l'initiative de la mer Noire et tous les aspects liés au renouvellement de cette initiative. C'était la proposition du président Trump et le président Poutine l'a acceptée. C'est avec ce mandat que notre délégation s'est rendue à Riyad», avait déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. Il a précisé que le moratoire russe sur les frappes contre les infrastructures énergétiques ukrainiennes restait en vigueur, malgré les rapports faisant état d'attaques ukrainiennes continues contre les infrastructures énergétiques russes. Pendant ce temps, une frappe russe sur la ville ukrainienne de Soumy faisait 88 blessés, dont 17 enfants. Selon les autorités, des immeubles résidentiels et des infrastructures ont été touchés, et une école endommagée. «Les enfants se trouvaient dans une structure de protection, ils sont maintenant évacués, tout le monde est en vie», a déclaré le chef de l'administration militaire de Soumy, Volodymyr Artukh. «Au lieu de faire des déclarations creuses sur la paix, la Russie devrait cesser de bombarder nos villes et mettre fin à la guerre contre les civils. Toute diplomatie avec Moscou devrait être soutenue par une puissance de feu, des sanctions et des pressions», a réagi le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Andriy Sybiha.

«Pour le Kremlin, il est impératif de faire traîner les négociations de paix le plus longtemps possible afin de s'emparer du plus grand nombre possible de territoires ukrainiens et de prendre l'ascendant sur Kyiv dans ses relations avec les Etats-Unis, car Moscou n'est pas en mesure d'avancer rapidement sur le champ de bataille», écrit le média indépendant *The Moscow Times*, citant quatre sources proches du dossier dans le gouvernement russe.

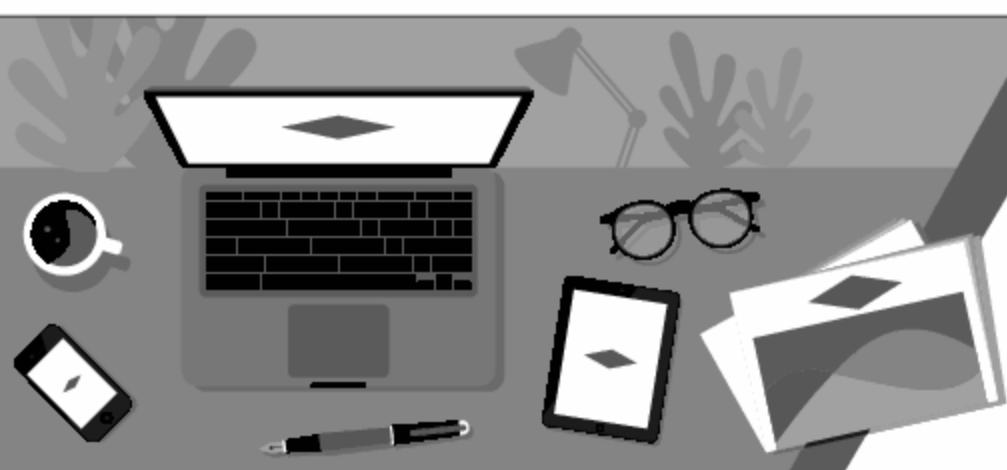
VERONIKA DORMAN

Unis pour la télévision 24 Kanal, Ioulia Timochenko, en visite outre-Atlantique, aurait tenu en public des propos prorusses. «Lorsque vous parlez de missiles et de drones qui tombent sur des villes innocentes et que vous dites que seule une femme au pouvoir peut arrêter ça, c'est vous-même que vous avez à l'esprit?» demande, à l'issue d'une conférence, la reporter à Timochenko, qui ne dément pas. «Si Timochenko n'a pas honte de dire ce genre de choses sur scène, il ne reste plus qu'à imaginer ce qu'elle peut souffler à l'oreille de ses interlocuteurs derrière des portes fermées», commente la journaliste. «On observe un retour de la politique en Ukraine, parce qu'un jour ou

l'autre, après la fin de la loi martiale, il y aura des élections», estime Oleksiy Haran. Seulement, l'assaut russe-américain conjoint n'a fait que booster la cote d'approbation de Volodymyr Zelensky, passée en quelques jours de 57 % à 65 %. Quant à Porochenko et Timochenko, ils peuvent s'enorgueillir du plus haut indice d'impopularité de la classe politique dans l'opinion. En mars 2025, 76 % des Ukrainiens n'ont pas confiance en Porochenko et 86 % n'ont pas confiance en Timochenko, selon les sondages, les deux figures étant unanimement considérées comme des personnalités du passé. Le seul rival potentiel de Zelensky pourrait être le général Valery Za-

loujny, aujourd'hui ambassadeur d'Ukraine au Royaume-Uni, qui dispose d'une cote de confiance de 76 % mais n'a jamais confirmé en public d'ambitions politiques. «Selon les sondages, si Zaloujny se présentait aux élections, il pourrait l'emporter contre Zelensky, mais si Zaloujny ne se présente pas, c'est Zelensky qui l'emportera», explique Oleksiy Haran, qui estime que tout va désormais dépendre de l'issue de ce jeu trouble autour d'un cessez-le-feu. Soit Zelensky obtient une «victoire diplomatique» qui renforcera son aura, soit il est poussé à un «cessez-le-feu humiliant», un chant du cygne, qui pourrait «réduire la popularité de quiconque le signe». ▶

**Libération**  
**ABONNEZ-VOUS**



**Offre intégrale**  
**34,90€**

par mois  
au lieu de 76,60€  
prix de vente  
au numéro

Abonnez-vous ici



ou par téléphone  
au 01 55 56 7140  
du lundi au vendredi  
de 9H à 18H

# Bardella et Maréchal à Jérusalem pour une opération dédiabolisation

**Le président du RN et la petite fille de Jean-Marie Le Pen prendront la parole jeudi à la Conférence internationale de lutte contre l'antisémitisme, organisée en Israël. Une visite qui suscite le malaise dans les rangs de la communauté juive de France.**

Par  
**NICOLAS MASSOL**

**D**es élus d'extrême droite au chevet d'un régime en pleine dérive autoritaire : le scénario manquerait cruellement d'originalité si le pays en question n'était pas Israël et ses deux cautions le président du Rassemblement national (RN), Jordan Bardella, et la petite-fille préférée de feu Jean-Marie Le Pen, Marion Maréchal. Mercredi et jeudi, les deux députés européens, alliés en France mais siégeant dans deux groupes concurrents à Strasbourg, tenteront de rencontrer quelques officiels de l'Etat hébreu avant de prendre chacun la parole, jeudi, à la Conférence internationale de la lutte contre l'antisémitisme, organisée à Jérusalem, que doit clôturer le Premier ministre, Benjamin Nétanyahou.

Côté Bardella, une visite des sites du massacre du 7 octobre 2023, notamment ceux du festival Nova et des kibbutz attaqués par le Hamas, est prévue, ainsi qu'un dîner en compagnie du ministre de la Diaspora, Amichai

Chikli, organisateur de la conférence et responsable de l'invitation de la paire extrême droitière, une matinée à la Knesset et une «rencontre avec la communauté française d'Israël». L'occasion peut-être d'écouler quelques exemplaires de son autobiographie. Lundi après-midi, l'agenda Marion Maréchal n'était toujours pas connu.

#### **DES AMIS BIEN EMBARRASSANTS**

D'abord prévue, une rencontre avec le président travailliste, Isaac Herzog, a finalement été annulée, signe d'un malaise certain autour de la conférence. «J'ai du mal à me sentir protégé par un parti dont le président ne sait toujours pas si Jean-Marie Le Pen était antisémite», écrit dans *le Point* le philosophe français Bernard-Henri Lévy pour justifier l'annulation de sa participation, en référence au bégaiement bardellienn après une question sur l'antisémitisme du fondateur du FN, en 2023. Lundi matin, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France, Yonathan Arfi, a fait part de son malaise sur RMC, regrettant que la lutte contre l'antisémi-



La petite fille de feu Jean-Marie Le Pen et le président du RN, lors du débat précédent les

tisme soit «instrumentalisée politiquement», quand la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme «déplore» sur X la présence des deux politiques, et estime que «la haine des musulmans doit être combattue mais ne peut se substituer à la lutte contre l'antisémitisme». De fait, la présence du militant identitaire Damien Rieu, opposé à la présence de musulmans sur le sol français, aux côtés de Marion Maréchal envoie un signal clair.

A l'inverse, l'absence de Philippe Schleiter, assistant parlementaire de l'eurodéputée et de Philippe Vardon, lui aussi très proche de l'élu, dénotent du passé antisémite encore récent de l'extrême droite. Neveu du néo-nazis Robert Faurisson, le premier refusait de condamner les écrits de son oncle au nom de «la liberté d'expression», lorsqu'il était patron des jeunes mégrétistes, à la fin des années 1990, rapporte Renaud Dély dans *Histoire secrète du FN* (éditions Grasset). Passé par la mouvance skinhead à la même époque, le second est visible sur une vidéo dans laquelle il chante «nous sommes la Zyklon Army». Un épisode de jeunesse qu'il affirme regretter depuis, quand Schleiter avance n'être pas responsable de sa famille. Accompagné par Louis Aliot et l'eurodéputé Fabrice Leggeri, Bardella a pris moins de risques. Le maire de Perpignan, grand artisan du rapprochement du RN

avec les époux Klarsfeld, a initié la reconnaissance par Marine Le Pen de la responsabilité de la France dans la déportation des Juifs, pendant la Seconde Guerre mondiale. Il est aussi familier des lieux pour avoir tenté un voyage en Israël en 2011, où il s'était retrouvé dans deux colonies, illégales. Aucune visite en Cisjordanie n'est d'ailleurs prévue cette semaine pour Bardella qui se dit officiellement partisan de la «solution à deux Etats» tout en la déclarant impossible pour le moment.

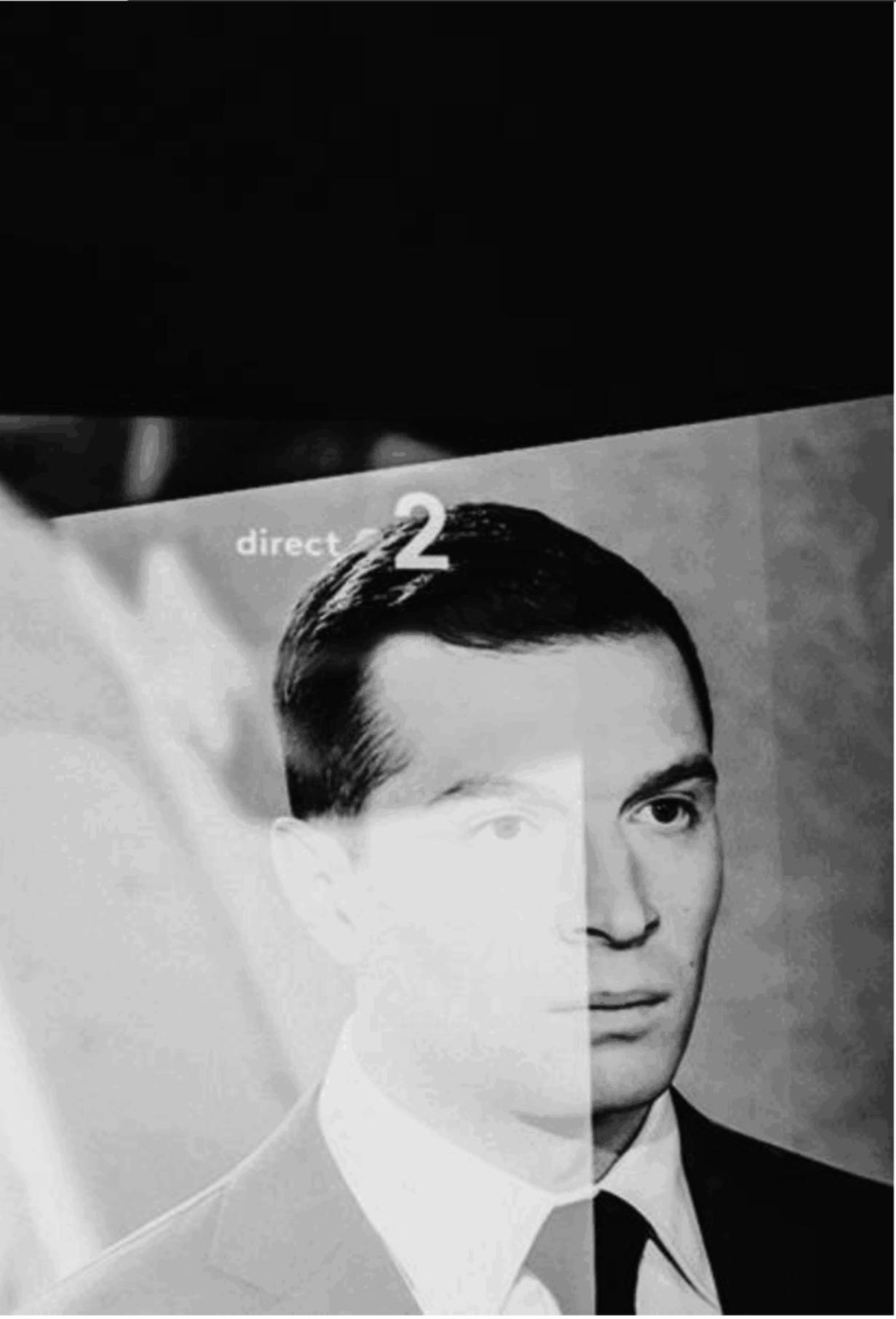
#### **RAOUT RADICAL**

«Je n'y vais pas pour commenter les opérations militaires», a prévenu le président du RN sur RMC la semaine dernière, au diapason de son parti qui n'a jamais émis la moindre critique sur la brutalité de la guerre menée par Israël à la population de la bande de Gaza. Et ce alors même que la reprise des hostilités déclenchée par Nétanyahou plonge le pays dans une situation de quasi-guerre civile.

«Je suis un peu réservé sur le moment de la visite, confie un eurodéputé d'extrême droite. La riposte israélienne apparaît encore moins légitime qu'il y a quelques mois et Nétanyahou apparaît comme un autocrate... Est-ce que ça ne va pas faire à la fin : des personnalités d'extrême droite européenne vont s'afficher aux côtés de gouvernement d'extrême droite israélien ?» De fait, au fil des annulations de personnalités centrales, l'affiche de la conférence s'est mise à ressembler à un assez banal raout radical, avec son lot d'invités sulfureux. Comme Milorad Dodik, chef politique des Serbes de Bosnie, qui appelait encore l'année dernière ses partisans à manifester contre une résolution de l'ONU visant à commémorer le génocide de Srebrenica. Qui vole donc au chevet d'un régime que certains accusent aussi de génocide. ◀

**«Je suis un peu réservé sur le moment de la visite. Nétanyahou apparaît comme un autocrate...»**

**Un eurodéputé d'extrême droite**



élections européennes, en juin, sur France 2. PHOTO DENIS ALLARD

# Echange de bons procédés entre radicaux d'Israël et d'Europe

**En Israël, la venue de nationalistes européens est vue comme un signe du «changement de politique» du pouvoir local. Elle permet aussi aux deux parties de soutenir leurs stratégies respectives, entre soutien international et dédiabolisation.**

**E**n Israël, la visite à venir de plusieurs figures de l'extrême droite européenne, parmi lesquelles Jordan Bardella et Marion Maréchal, ne fait pas la une ni ne mobilise la société civile. «Le discours public est tellement concentré sur la guerre à Gaza et la crise politique domestique, que ce n'est pas le sujet de préoccupation principal», commente Nimrod

Goren, président du think tank progressiste Mitvim.

**Liens.** Ces derniers jours, c'est pour réclamer la démission du Premier ministre, Benyamin Nétanyahou, et dénoncer l'érosion progressive de la démocratie que les Israéliens ont défilé par dizaines de milliers. Le point d'orgue de cette visite, préparée par le ministère israélien de la Diaspora du très droitier Amichai Chikli, doit être un colloque sur l'antisémitisme, organisé jeudi à Jérusalem. Bardella doit y prendre la parole en fin de journée. Outre le président du Rassemblement national, le site du mi-



nistère annonce aussi la présence du président argentin, Javier Milei, du député européen Hermann Tertsch (parti Vox, extrême droite espagnole), de l'eurodéputé Charlie Weimers (extrême droite suédoise), ou encore de Kinga Gál, représentante du parti Fidesz, fondé par le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán.

«Notre but était d'inviter des amis d'Israël issus de tout le spectre politique», a déclaré un porte-parole du ministère de la Diaspora, cité par *The Times of Israel*. Pour toucher des gens qui ne pensent pas comme vous, il faut se rencontrer et parler de nos différences, par les taire.» Professeur de science politique à l'Université de Tel-Aviv, Yossi Shain s'interroge cependant : «Comment Israël peut-elle inviter des personnalités traditionnellement antijuives, sous prétexte qu'elles partagent des vues anti-immigration, en particulier vis-à-vis de citoyens de pays de l'islam ?»

**Xénophobie.** Le grand quotidien israélien *Haaretz* a analysé la visite de ces figures comme «un changement de politique récent et non officiel au sein du ministère israélien des Affaires étrangères vers des liens plus étroits avec plusieurs de ces partis en Europe». Certains observateurs, comme Nimrod Goren, rappellent que ce rapprochement ne date pas d'hier : «Cela a longtemps été une sorte d'accord non-signé. La droite israélienne obtient du soutien pour sa politique de colonisation et celle menée à l'égard des Palestiniens, et en échange, leurs homologues européens se préservent d'accusations d'antisémitisme.» Sans convaincre tout le monde, puisque plusieurs organisations et personnalités ont annulé leur venue à ce colloque.

Pour Yossi Shain, l'invitation formulée par le ministre de la Diaspora est une preuve supplémentaire de l'assise de l'extrême droite au pouvoir en Israël, et d'une pensée xénophobe qui, comme en France, se normalise à grand train. «Les politiques comme Itamar Ben Gvir [fondamentaliste et figure locale de l'extrême droite, ndlr] parlent d'une supériorité juive. Eux et l'extrême droite occidentale se rejoignent en premier lieu sur la peur de l'islamisme radical.» La position de Benyamin Nétanyahou est plus ambiguë. «Le cabinet du Premier ministre a refusé de commenter» la visite, écrit *Haaretz*, alors qu'il figure dans la liste des intervenants du colloque sur l'antisémitisme. Tout comme le président Isaac Herzog. Alors que ce dernier devait accueillir les participants lors d'une réception mercredi soir, selon une version provisoire du programme diffusé par le RN, c'est finalement le ministère de la Diaspora qui organisera l'événement.

**FANNY LÉONOR CROUZET**  
Correspondante à Jérusalem

# Libération

**Chaque mardi,  
la newsletter  
de «Libération»  
passe au crible  
l'extrême droite.  
du RN  
aux groupuscules  
violents**



# FRONTAL

**Inscrivez-vous  
sur libe.fr/frontal**



# Justice des mineurs

## Après l'explication de texte, l'heure du vote au Sénat

La proposition de loi défendue par Gabriel Attal, et qui n'en finit pas de fédérer contre elle, doit être débattue ce mardi à la Chambre haute. La version qui sera examinée a toutefois été vidée de sa substance en commission des lois, avec le retrait de deux articles phares.

### Justice des mineurs

#### La moitié des condamnations impliquent des mesures éducatives

Répartition par types de mesures ou de peines prononcées pour les mineurs condamnés en 2023

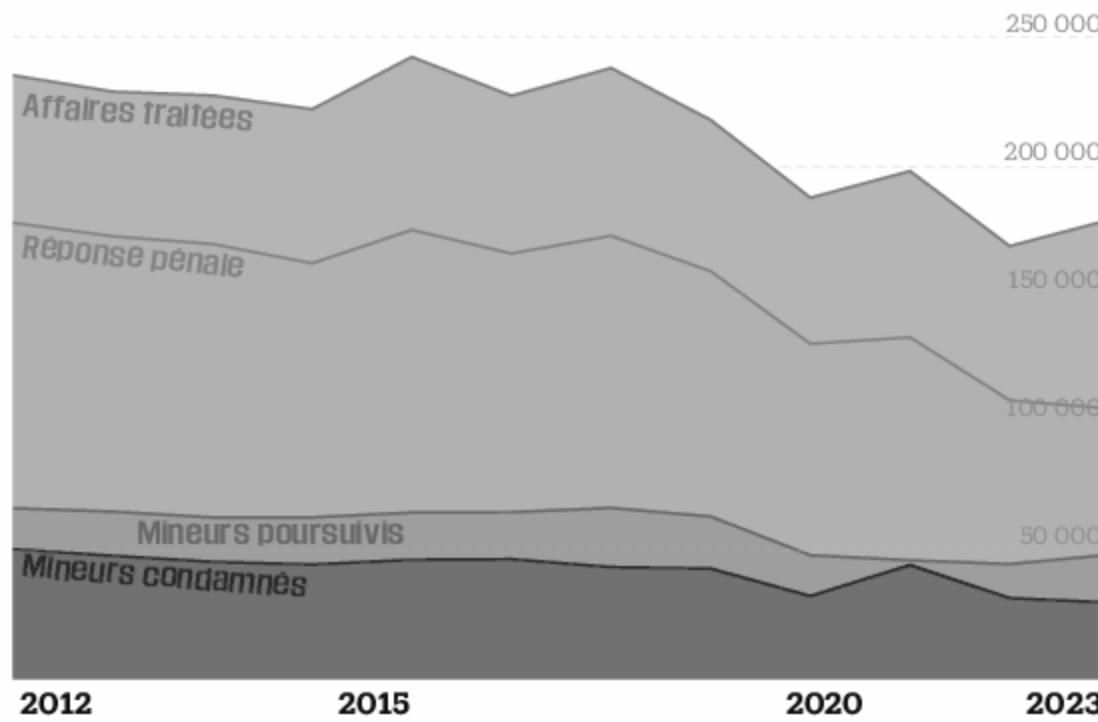
##### Peines 13 737

Emprisonnement avec sursis total 6 500	Emprisonnement avec au moins une partie ferme 2 889	Peine de travaux d'intérêt général 2 144
	479 Amende ferme ou avec sursis	Autre peine 1 725
Admonestation, remise à parent, avertissement judiciaire 8 681	Mise sous protection judiciaire, placement, liberté surveillée, activité de jour, mesure éducative judiciaire 5 997	
Mesures éducatives 14 678	Dispenses de mesure ou de peine 1 300	

Source : ministère de la Justice

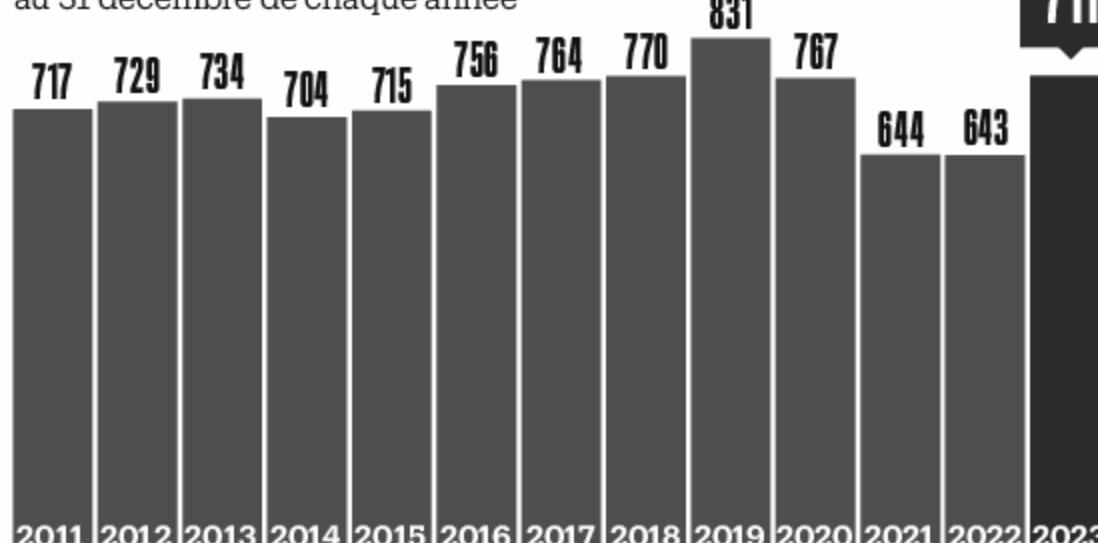
### Le nombre d'affaires traitées en baisse, les condamnations stables

Evolution et répartition des affaires traitées de 2012 à 2023



### 711 jeunes en prison en 2023

Nombre de mineurs incarcérés au 31 décembre de chaque année



Par  
**CHLOÉ PILORGET-REZZOUK**  
Infographie  
**ALICE CLAIR** et **SAVINIEN DE RIVET**

C'est un examen qui promet d'après débats. La proposition de loi visant «à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents», portée par l'ex-Premier ministre Gabriel Attal, débarque ce mardi en séance publique au Sénat. Sa philosophie, résumée par son promoteur ? «Tu casses, tu répares. Tu salis, tu nettoies. Tu défies l'autorité, on t'apprend à la respecter.» Depuis sa naissance, dans le sillage des révoltes urbaines de l'été 2023, le texte n'en finit plus de fédérer contre lui. Pour accueillir son arrivée à la Chambre haute, plusieurs motions ont déjà été émises par les barreaux de Lyon, Bordeaux ou Béthune afin d'exprimer leur «très vive inquiétude» face à une nouvelle loi «inutilement coercitive». Des rassemblements sont prévus devant les tribunaux judiciaires. En outre, un appel à la grève a été lancé par plusieurs organisations syndicales d'avocats et de magistrats, inquiètes du «basculement historique» pour la justice des mineurs si le texte venait à être adopté par le Parlement.

C'est toutefois un texte vidé de sa substance qui arrive en dé-

bat. En commission des lois la semaine dernière, celui-ci a connu un revers inattendu : ses deux articles phares ont été retirés. Fait notable, le camouflet est arrivé par la droite sénatoriale : le rapporteur du texte, Francis Szpiner (LR), a proposé le retrait de dispositions majeures du texte, jugé «essentiellement incantatoire». «Je comprends qu'à l'occasion d'un fait divers il y ait une émotion considérable, mais si on doit légiférer, on doit le faire utilement. Mon expérience d'avocat m'a montré qu'il n'y a rien de pire que de voter des lois inapplicables», explique à Libération le pénaliste, qui s'est retrouvé à ferrailler contre son propre camp.

Sur les onze articles du texte, quatre ont été tout bonnement supprimés. «Il y avait un drôle de malaise, c'était un peu surréaliste, se souvient une membre de la commission des lois. Très vite, le débat s'est tendu. A droite, le groupe LR s'est divisé. C'est une situation inhabituelle dans la majorité sénatoriale où les votes sont généralement plus disciplinés.» Exit l'article 4 et la comparution immédiate pour les mineurs de 16 à 18 ans, auteurs de faits graves et ayant déjà fait l'objet d'une mesure éducative. «Une mesure totalement inutile, qui pose problème sur le plan constitutionnel en rapprochant la justice des mineurs de celle des majeurs, explique le rapporteur Francis Szpiner. Et pourtant, je n'ai pas d'état d'âme sur le répressif.» Le gouvernement a demandé son rétablissement via un amendement.

#### «On n'est pas du tout dans le laxisme»

Selon les professionnels, cette mesure bafoue les principes de la Constitution et de traités internationaux. «Un mineur n'est pas un adulte en miniature ; il a besoin d'une justice spécialisée», défend le président de l'Union syndicale des magistrats (majoritaire), Ludovic Friat. En outre, «le code de justice pénale des mineurs [CJPM] permet déjà une quasi comparution immédiate dans des délais très brefs», précise le procureur de Rouen Sébastien Gallois, sceptique. D'autant que sa mise en œuvre pourrait déstabiliser les juridictions, déjà sous tension. «Beaucoup n'auront pas les moyens de faire fonctionner ces audiences correctement. Environ un tiers des tribunaux n'ont qu'un seul juge des enfants», réagissait dans Libération la présidente du tribunal pour enfants de Bobigny, Muriel Eglin.

Exit également l'article 5 et la restriction de l'atténuation de la responsabilité pour les mineurs âgés de 16 ans auteurs de faits graves et multirécidivistes. En réalité, la loi permet déjà de déroger au principe

d'atténuation de la peine. «Dans les affaires les plus graves, les juridictions le font et je vous assure que la main des magistrats ne tremble pas», a défendu Francis Szpiner en commission des lois. «On prononce des peines plus élevées que nos voisins. Il y a plus d'une décision sur deux de la justice des mineurs qui est une peine, alors qu'on est censés prononcer des mesures éducatives. On n'est pas du tout dans le laxisme des réponses données», juge Laurent Gebler, président de la chambre des mineurs à la Cour d'appel de Paris.

Pour ce qui est de la responsabilité des parents, la commission des lois a également supprimé la création d'une amende civile pour ceux qui ne se rendent pas aux audiences du juge des enfants. Elle a en revanche introduit un dispositif permettant aux assureurs de se retourner contre les parents pour que leur soit versé un «reste à charge» plafonné à 7500 euros, pour participer à l'indemnisation du dommage pour lequel l'enfant a été condamné.

#### **«Notre vrai problème, c'est la mise en œuvre»**

Depuis le «nettoyage» inattendu du texte porté par Gabriel Attal, une pluie d'amendements ont été déposés, dont certains en concertation avec la chancellerie, pour revenir en séance publique à sa version plus répressive. Sont ainsi proposés des jurés populaires pour juger les mineurs et l'élargissement du couvre-feu pour les jeunes délinquants. «J'ai échangé avec un certain nombre de membres de responsables politiques de la majorité sénatoriale, je crois que ces mesures seront rétablies», a affirmé Gabriel Attal sur France Inter, lundi matin.

Son texte avait déjà essuyé un désaveu majeur en commission des lois à l'Assemblée nationale: les députés avaient allégé le texte de ses mesures emblématiques. Avant qu'elles ne soient rétablies dans l'hémicycle. Autant de réécritures et d'allers-retours qui trahissent, selon ses nombreux détracteurs, l'impréparation et la rédaction bancale d'une «*loi de communication*». En demandant la suppression de l'article 4, le rapporteur Francis Szpiner a ainsi taclé: «Le texte original était magnifique tant il montrait que ses auteurs n'avaient jamais mis les pieds dans un tribunal!»

Tous les professionnels de terrain le déplorent: ils n'ont pas été consultés pour l'élaboration de ce texte, pour lequel le gouvernement a engagé la procédure accélérée. «Si on considère que la justice ne va pas assez vite, il faut se poser la question de savoir pourquoi, plutôt que d'ajouter une nou-



Dans le quartier des mineurs de la maison d'arrêt de Brest, en septembre. PHOTO ALAIN GUILHOT. DIVERGENCE

velle loi, soulève Elodie Lefebvre, directrice du pôle d'accès au droit du barreau de Paris, chargée de l'antenne des mineurs. *On ne peut pas travailler ainsi sur des textes à la hâte sans en mesurer l'impact ni les conséquences.*» A Paris, quelque 200 dossiers à l'instruction – portant donc sur des faits complexes et graves – attendent de pouvoir être audiencés, faute de juges et de greffiers. Manque de places en foyer, pénurie d'éducateurs, de personnels en centre éducatif fermé... *«Notre vrai problème, c'est la mise en œuvre des mesures*, insiste le magistrat Laurent Gebler. *Les services de la Protection judiciaire de la jeunesse sont totalement sous-équipés et incapables de réagir dans l'immédiat.*»

Pour Ludovic Friat, le président de l'Union syndicale des magistrats, «l'Etat cherche à afficher une posture autoritaire mais, dans le même temps, il est incapable d'assurer la protection de l'enfance en danger». L'examen au Sénat et l'évolution du texte seront donc particulièrement scrutés. «Il est difficile de prévoir ce qui va se passer en séance publique. Le vote en commission est passé de justesse, notamment pour la suppression de l'article sur l'atténuation de peine qui s'est jouée à quelques voix. Nous ne sommes pas tranquilles. Il ne faut pas laisser rétablir les mesures supprimées en commission des lois», met en garde la sénatrice socialiste Laurence Harribey. ▶

## «L'esprit de ce texte va à l'encontre de ce pour quoi on fait ce métier»

**Le texte de loi visant les «mineurs délinquants» et «leurs parents», est jugé répressif et inadapté par les professionnels, comme l'éducateur à la protection judiciaire de la jeunesse Mathieu Moreau, du SNEPS-PJJ-FSU.**

**L**es professionnels de la justice des mineurs sont unanimes: plutôt que de changer une nouvelle fois la loi, il est nécessaire que les textes déjà votés puissent être correctement mis en œuvre, et aussi que les décisions prononcées par les juges des enfants puissent être appliquées. Educateur à la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) depuis dix-sept ans, Mathieu Moreau, membre du bureau national du SNEPS-PJJ-FSU, témoigne de ses conditions de travail. «Je suis éducateur depuis 2008. Je travaille à Dijon, en milieu ouvert. L'éducateur est un fil rouge pour le jeune tout au long de son parcours. C'est nous qui mettons en œuvre les mesures éducatives prononcées par le juge des enfants. Un éducateur à temps plein, c'est 25 jeunes suivis par an. C'est beaucoup. Nous essayons de nous adapter au mieux en fonction de chacun, mais il est difficile de les voir plus d'une ou deux fois par mois. L'essentiel de notre travail est de rencontrer ces jeunes, d'apprendre à les connaître, afin de

créer un rapport de confiance qui soit suffisamment fort pour construire un projet éducatif et sécurisant, qui réponde à leurs besoins. Souvent, on se rend compte qu'il ne se passe plus rien pour un jeune parce qu'il n'a plus du tout confiance en lui, que les rapports familiaux sont complètement sclérosés... Notre premier boulot est de lever tous ces freins à son évolution.

«Notre travail consiste aussi à les amener à prendre conscience de l'existence de la loi. Lorsqu'on récupère des jeunes qui ont fait l'objet d'un certain nombre de carences éducatives, cette notion de la règle reste à apprêcher. Or, ne pas respecter la règle, c'est se mettre en danger. Les premiers passages à l'acte sont souvent des appels au secours, une manière de dire: «Eh, intéressez-vous à ma situation, je ne vais pas bien.»

«Il y a une volonté du législateur de toujours vouloir aller plus vite, alors que moins nous avons de temps pour développer l'action éducative, moins on obtient de résultats. Cette accélération est contreproductive. L'esprit de ce texte va à l'encontre de tout ce pour quoi on fait ce métier. C'est une remise en cause du principe fondamental de primauté de l'éducatif sur le répressif. Aujourd'hui, ce dont nous avons le plus besoin et dont on manque le plus, c'est le temps. D'autant

que le code de justice pénale des mineurs a eu une conséquence forte: il a multiplié le temps passé en audience pour les jeunes en difficulté. Nous passons ainsi de moins en moins de temps avec eux et leurs familles : notre action s'est calquée sur

le rythme de la procédure pénale, fortement accélérée par la réforme. La notion de temps éducatif se confronte à celle du temps judiciaire, qui ne repose pas sur les mêmes enjeux.

«Les moyens humains ne sont pas là et nous manquons de solutions. Quand on a besoin d'extraire de son environnement un jeune en danger ou de le confier à un hébergement de la PJJ, on ne trouve pas de place. Certains adolescents que j'accompagne ont été envoyés dans le Sud, faute de place. On échange par téléphone, par visio... Ce n'est pas satisfaisant, on a besoin de proximité pour travailler. Pourtant, pour la grande majorité des jeunes que nous accompagnons, cela fonctionne.

Pendant le temps de notre suivi, il n'y a pas d'autres infractions. On partait parfois de loin: on avait du mal à se parler, notre intervention était mal vécue... Lors d'audiences, il arrive que les jeunes et les familles témoignent que notre présence a pu les aider dans leurs parcours. On se rend alors compte qu'on a fait un long chemin.»



**VERBATIM**

Recueilli par C.P.-R.



En pleine ascension du J1, nouveau point culminant du massif du Jura à 1 720,83 mètres d'altitude, le 13 février.

Martin Daviot et Tony

# Dans le Jura, à la recherche du grand tétras... et patatras

«Libération» a crapahuté à 1 720 mètres dans les pas des gardes de la réserve naturelle de la haute chaîne du Jura, qui protègent le coq de bruyère. Menacée par le réchauffement climatique et les activités humaines, l'espèce voit sa population s'effondrer.

Par  
**MAÏTÉ DARNAULT**  
Envoyée spéciale dans le massif du Jura  
Photos  
**NIELS ACKERMANN. LUNDI 13**

**L**es nuages enveloppent le paysage. Et la neige tombe dru sur le Jura en cette mi-février, à mesure que l'on grimpe, crampons arrimés aux chaussures de randonnée. Direction le sommet de la chaîne montagneuse, qui culmine à 1 720 mètres. Pour ne pas s'enfoncer, il faut veiller à mettre ses pas dans ceux, cadencés, de nos guides. Quelle que soit la météo, Tony Cargnelutti et Martin Daviot arpencent ces versants parfois abrupts. Les deux trentenaires sont gardes techniciens de la réserve naturelle nationale de la haute chaîne du Jura. Sur la poitrine de leur uniforme gris, siglé «police de l'environnement», la plaque tricolore est surmontée d'un écusson brodé de l'emblème de cet espace protégé de 11 000 hectares: le grand tétras. En trois heures de progression dans le blizzard, on n'en apercevra pas une plume. Sur ce territoire, le volatile est classé «en danger critique d'extinction».

«Vous ne l'avez jamais vu mais tant mieux, parce que sinon, il est possible que vous l'ayez dérangé», souligne Manuel Lembke, chef de service au parc naturel régional du Jura, qui englobe quatre réserves, dont celle de la haute chaîne. Dans le massif, bien qu'il ne soit plus chassé depuis 1974 et protégé depuis 1981, *Tetrao urogallus major*, une sous-espèce du grand coq de bruyère, s'éteint à petit feu. Près de 4 kg pour les mâles, des flancs noirs, un plastron verdâtre et des sourcils rouges (les «caroncules» qui surmontent ses yeux): ce «poulet sauvage» était autrefois recherché «comme trophée», retrace Martin Daviot. Plus un taxidermiste officiel ne se risquerait à l'empailler aujourd'hui. Le grand tétras a disparu du Massif central puis des Alpes. Ailleurs en France, sa population s'est effondrée ces deux dernières décennies. Une exception: les Pyrénées, où subsistent 4 000 individus

d'une autre sous-espèce (*Tetrao urogallus aquitanicus*). Mais dans les Vosges, il ne reste plus qu'une poignée d'oiseaux, originaires de Norvège et réintroduits au printemps 2024. Le Jura, où 278 spécimens de *Tetrao urogallus major* ont été dénombrés en 2021, pourrait suivre d'ici dix ans cette tendance, soit une perte de plus de 90 % des individus.

## UN VOLATILE DÉRANGÉ PAR LES HOMMES

Cette accélération est «un vrai tournant pour l'espèce», alerte le garde. En avril et mai, lors de la période de parade, prélude à la reproduction, l'oiseau converge sur des «places de chant». En 1993, à la création de cette réserve naturelle, il en existait une quinzaine. Seules trois restent actives, regroupant 16 «coqs chanteurs». Dans tout le massif du Jura, ils seraient une cinquantaine de mâles reproducteurs (contre



Cargnelutti, gardes techniciens de la réserve naturelle nationale de la haute chaîne du Jura.

près de 150 début 2000) parmi les 278 spécimens recensés.

Pour enrayer cette extinction, une décision politique forte est attendue avec la mise en place de la prochaine «stratégie nationale grand tétras» (SNGT) par le ministère de la Transition écologique. La précédente, qui s'est déployée entre 2012 et 2021, a montré ses limites. A l'issue de son évaluation par les acteurs qui œuvrent à la sauvegarde de l'oiseau, ces derniers ont remis en 2023 aux services ministériels une synthèse, qui trace la feuille de route à venir. Sa rédaction, lancée le 9 janvier, pourrait être finalisée et validée à la mi-2026, selon le ministère.

«On ne s'est pas gênés pour pousser les curseurs, c'est à l'Etat de déterminer jusqu'où il est en capacité d'aller», explique Manuel Lembke, du parc naturel régional, qui a contribué à ces recommandations. Le document, que Libération a consulté, appelle de ses voeux une stratégie «déterminante», «à la condition que les moyens financiers nécessaires soient mobilisés pour mettre en œuvre les actions de conservation de terrain à grande échelle». La précédente SNGT a bénéficié de 2,5 millions d'euros sur cinq ans dans le Jura (2 millions d'euros dans les Vosges sur la même durée et 7 millions d'euros dans les Pyrénées en dix ans). Ces financements «ont vocation à perdurer», nous assure le

ministère de la Transition écologique. «On ne peut pas dire qu'on n'a pas eu les moyens financiers, reconnaît Manuel Lembke. Mais on pourra mettre tout l'argent qu'on veut, si on est contraints par le changement climatique, ça ne servira pas à grand-chose.»

Le réchauffement, qui affecte à vitesse accélérée les forêts de moyenne montagne, déséquilibre les écosystèmes et modifie les habitats du coq de bruyère. Un autre facteur pèse : le dérangement hivernal du volatile, lorsqu'il est très vulnérable, par les activités humaines. Quand la neige recouvre les sols, le grand tétras «patiente perché dans les arbres à l'abri des prédateurs, il ralentit son rythme de vie, il reste au sec et se nourrit d'aiguilles de sapin», détaille Martin Daviot. Ainsi, «il ne couvre que 80% de ses dépenses énergétiques, alors même un ou deux envols peuvent le rendre sensible à la maladie, aux parasites, et interférer avec la reproduction, la ponte des œufs et la croissance des jeunes», complète Tony Cargnelutti.

Pour assurer sa tranquillité, sept «zones de quiétude» ont été instituées depuis 2006. Un arrêté préfectoral restreint l'accès au public à des sentiers spécialement balisés. Ce sont les seules voies que les randonneurs (à pied, raquettes ou skis) peuvent emprunter du 15 décembre au 30 juin pour la majorité des secteurs concernés, soit près de 2800 hectares. Premier territoire du



pays à avoir créé ces zones, la réserve naturelle de la haute chaîne du Jura a servi de modèle à d'autres espaces protégés.

#### «UN INDICATEUR DE L'ÉTAT DE SANTÉ DE LA FORÊT»

Ses agents, qui ne sont pas armés, mènent chaque année entre 25 et 35 tournées de surveillance spécifiques aux zones de quiétude, parfois en binôme avec des gendarmes ou des brigades de l'Office national des forêts. Depuis deux ans, les acteurs constatent «une augmentation importante de la fréquentation à des périodes moins fréquentées auparavant, notamment les mois de mai et juin qui sont déterminants pour le succès de reproduction de l'espèce. Un enneigement plus irrégulier en hiver et disparaissant plus tôt au printemps entraîne une facilité d'accès aux massifs forestiers, notamment pour les véhicules motorisés», détaille la synthèse de la SNGT.

Après une petite heure de marche ce jour-là, on aperçoit un groupe en raquettes tirer droit dans une montée, hors sentier. Empêtrés dans la neige fraîche, les randonneurs finissent par se rapprocher des hommes en uniforme pour demander leur chemin. Tony Cargnelutti et Martin Daviot rappellent les règles à l'orée de la réserve.

Dresser des procès-verbaux n'est pas une tâche qu'ils affectionnent particulièrement. Les amendes les plus fréquentes sont celles qui sanctionnent la présence d'un chien (68 euros) ou l'usage d'un engin à moteur (135 euros). Leur objectif reste un plaidoyer patient pour la protection de la biodiversité. «L'acceptation se fait aussi par l'apport scientifique de connaissances, il y a un énorme travail de communication au quotidien sur le terrain, ils sont là pour répondre aux questionnements, relayer des informations qui parlent au plus grand nombre et expliquer au mieux pourquoi de telles mesures sont prises», appuie Johann Rosset, leur supérieur, conservateur de la réserve naturelle. Martin Daviot consulte son altimètre. A 1687 mètres, on atteint le «pays des pins à crochets», ployés par le vent gelé, «trop rude» pour les épicéas et les sapins. Puis au sommet, on finit par distinguer le panneau du crêt de la Neige, qui porte bien son nom ce jour-là, perdu dans le brouillard. On repassera pour la vue époustouflante sur l'arc alpin et le mont Blanc.

Au-delà des paysages, il n'est pas simple de sensibiliser les promeneurs à des espèces difficilement observables, à l'instar du grand tétras. «Tout l'enjeu est de faire comprendre aux gens l'impact de leurs pratiques sur cet animal qu'ils ne voient pas, on explique qu'ils n'apprécient pas de voir quelqu'un bondir dans leur salon, dans leur chambre à coucher en leur faisant une trouille de tous les diables», souligne Alexandra Depraz, directrice

du Groupe tétras Jura, l'association locale de sauvegarde. Or, même invisible pour l'homme, la présence du volatile, à la fois proie et prédateur, «va être un indicateur de l'état de santé des systèmes forestiers car c'est une espèce hautement sensible et spécialisée», explique Johann Rosset. Son absence traduit une dégradation de son habitat et de son milieu.» Sa disparition progressive questionne aussi la notion de «patrimoine vivant», selon le conservateur : «Ça pousse à se demander comment on intègre le sauvage dans nos vies, et pourquoi telle espèce a le droit de vivre ou de disparaître.»

#### «UN GUGUSSE PLANTÉ SUR LE J1»

En septembre, une actualité retentissante n'a pas aidé les agents de la réserve à prêcher la bonne parole. Une équipe de scientifiques suisses a publié les résultats d'une campagne de mesures GPS de haute précision des points culminants de la haute chaîne. Aux oubliettes les cartes topographiques établies depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Car le toit du Jura ne serait ni le crêt de la Neige (1718,06 mètres en réalité) ni Le Reulet (1717,14 mètres) mais un autre pic, à 1720,83 mètres, modestement baptisé «J1» en hommage au célèbre K2 du Karakoram, à la frontière du Pakistan et de la Chine, second sommet le plus élevé au monde après l'Everest. Une phrase de leur mémoire de géologie a emballé la machine médiatique : «Etant donné que le J1 se trouve dans une zone de quiétude [...], ses coordonnées exactes ne sont pas communiquées au grand public.» Effet Streisand garanti. «On a eu au téléphone quasi-tous les médias français, suisses, italiens, belges... On ne pensait pas qu'il y aurait un tel engouement jurassien, regrette Johann Rosset. D'un point de vue purement géologique, c'est un non-sujet. On a dû calmer le jeu, ça a surtout induit plus de surveillance.»

Sur une ligne de crête, «il y a plein de bosses», abonde Tony Cargnelutti. Et le garde sait depuis des années «que cette bosse est plus haute que les autres parce que des anciens [le lui] ont dit». «Des gens sont quand même venus zoner et un sentier s'est créé» à 30 mètres du chemin autorisé, déplore Martin Daviot : «A l'automne, on a trouvé un gugusse planté sur le J1 qui nous faisait signe, on lui a expliqué calmement que les passages favorisent l'érosion.» Et qu'en hiver, ils peuvent être fatals au grand tétras, discrètement niché dans les arbres en attendant des jours meilleurs. L'auteur de l'étude, le géophysicien György Hetényi, professeur associé à l'université de Lausanne, regrette cette convoitise au détriment de la nature, tout en plaident la nécessité d'«avoir de bonnes cartes» : «L'homme aime bien connaître le point le plus haut, le plus bas, le plus à l'est, le plus au centre.» Depuis six mois, Tony Cargnelutti veille sur les applis collaboratives de cartographie pour réclamer que les coordonnées exactes du J1 soient effacées. Elles finissent toujours, hélas, par ressurgir. ♦



Un grand tétras, aussi appelé coq de bruyère. E. DANCHEV. GETTY



LIBÉ.FR

### Un rapport dévoile des faits supposés de violences sexistes et sexuelles au sein de France Médias Monde

Une consultation interne a été menée auprès des salariés du groupe (qui comprend RFI, France 24 et Monte Carlo Doualiya) par le Syndicat national des journalistes. Parmi les répondants, 30% déclarent avoir été victimes de VSS, 47% disent en avoir été témoin. Face à ces chiffres, la direction a annoncé un renforcement de ses dispositifs de lutte contre ces violences. PHOTO XX

# Féminicide de Chahinez: le procès d'un complotiste qui s'estime «gentleman»



Maître Julien Plouton (centre), avocat des parents de Chahinez Daoud, à l'ouverture du procès aux assises de Mounir B. PHOTO RODOLPHE ESCHER

**Lors de la première journée d'audience, lundi, Mounir B., accusé d'avoir brûlé vive son épouse en 2021 à Mérignac, a dénoncé une «association de malfaiteurs» venus pour le détruire.**

Par  
**EVA FONTENEAU**  
Correspondante à Bordeaux

«La riposte sera féroce», «Pas une de plus», «Chahinez, on ne t'oublie pas». Devant le palais de justice de Bordeaux, les pancartes ont fleuri une heure avant le début du procès aux assises de Mounir B.,

pour le féminicide de Chahinez Daoud, tuée le 4 mai 2021 à Mérignac (Gironde). Des dizaines de manifestantes se sont adossées contre les grilles du tribunal pour dénoncer «une politique défaillante en matière de protection des femmes et des enfants victimes de violences».

Si dans quelques mois, un autre procès pourrait s'ouvrir à l'initiative de la famille de Chahinez, contre l'Etat cette fois, jusqu'à ce vendredi, c'est bien Mounir B. qui sera au centre de toutes les attentions. Cet ancien maçon est accusé d'avoir blessé son épouse – avec qui il était en instance de divorce – de deux coups de fusil dans les cuisses, puis de l'avoir brûlée vive en pleine rue.

Dans le box de la cour d'assises, engoncé dans une che-

mise blanche et une veste beige, Mounir B., 48 ans, crâne et barbe rasés, déroule calmement son identité. A toutes les questions de la présidente Marie-Noëlle Billaud sur son état civil, il acquiesce avec aplomb, donnant presque l'impression de faire du zèle. «Tout à fait Madame la juge», «J'ai bien compris Madame la juge».

**Torse bombé.** Pendant l'énoncé des faits, il s'étire le cou, lève un sourcil. Mais reste le plus souvent impassible, fixant la cour. Au premier rang, la mère de Chahinez, Djohar Daoud, s'applique à ne pas croiser le regard de l'homme qui lui a enlevé sa fille. Son époux tourne parfois la tête, protégé par d'imposantes lunettes de soleil. Rapidement,

le masque de politesse se fend. Mounir, accusé de «crime avec prémeditation et guet-apens», est invité à faire un commentaire. Le torse bombé, il déroule sous les yeux médusés de l'assistance. «Comment ça se fait qu'en 2025 son amant n'est toujours pas ici?» s'insurge-t-il. Blanc dans la salle. Absolument pas décontenancé, le quadragénaire se recroqueville derrière une thèse complotiste.

«Je veux me donner à 200% pour démontrer et dénoncer l'association de malfaiteurs qui sont venus en France pour me voler, me détruire. C'est des professionnels d'Algérie, ils n'en sont pas à leur premier coup. Il y a des preuves en Algérie. Je demande devant la France entière la démission de la juge d'instruction.» Après son in-

terpellation, durant son transfert vers le commissariat, Mounir avait déclaré aux policiers «avoir une mission à accomplir»: «punir» Chahinez pour ses relations extra-conjugales. L'audience est suspendue le temps d'une pause.

A son retour, Mounir B., en détention depuis trois ans et trois mois, est interrogé. Il se décrit comme un homme qui «ne ment jamais», «très très gentil», «très serviable», «un gentleman». Son défaut? Il ne s'en trouve qu'un seul: «Je suis tête.» Quand on lui demande s'il se juge violent, il n'hésite pas un instant: «Non». Durant l'instruction, plusieurs témoignages ont pourtant dépeint un homme bien différent dans le huis clos familial. Les proches de Chahinez, décrivent

Mounir B. comme «possessif», «jaloux», addict à l'alcool et aux antidépresseurs, un homme qui contrôle les allées et venues de son épouse, l'empêche de travailler, s'occupe de ses revenus, scrute ses tenues, l'espionne et la violente. Des reproches écartés à plusieurs reprises par l'accusé, qui coupe de plus en plus la parole. Il décrit une femme «manipulatrice» avec un «projet diabolique», tournant en boucle sur l'existence d'un prétendu amant.

**Paranoïaque.** Devant la cour, l'enquêtrice de personnalité retrace son enfance «assez heureuse» en Algérie, malgré un père «violent». Mounir B. indique avoir été «chouchouté» en tant que benjamin d'une fratrie de sept enfants. Son parcours scolaire est décrit comme plutôt «bon», jusqu'au collège, avant un lent décrochage. L'accusé rapporte notamment avoir souffert du contexte de l'époque, «une Algérie marquée par des attentats traumatisants», qu'il a quittée en 1999, à l'âge de 23 ans. Interrogé par ses avocats sur une agression sexuelle qu'il aurait subie quand il était plus jeune, Mounir B. s'est rapidement refermé.

Si quelques points d'ombres subsistent sur son parcours professionnel depuis son arrivée en France, Mounir B. affirme avoir été ébranlé par le décès de son père et un accident du travail en 2012. Au cours de l'instruction, les experts psychiatres ont qualifié sa personnalité de «paranoïaque» et «narcissique», et pointé un «manque d'empathie».

Ils ont notamment conclu que son discernement était altéré au moment des faits, sans être aboli. Un point crucial dans le déroulement de procès, qui devrait être étudié ces prochains jours, au même titre que la question de la prémeditation, qu'il a toujours niée. ◀



LIBÉ.FR

## Un adolescent de 17 ans mortellement poignardé lors d'une rixe dans l'Essonne,

six suspects interpellés La victime a reçu un coup de couteau au niveau du thorax à la sortie du lycée Louis-Armand de Yerres, lundi, dans un contexte de rixe entre quartiers, selon *le Parisien* et *le Figaro*. Une enquête pour homicide volontaire et violences volontaires en réunion a été ouverte. PHOTO HANS LUCAS. AFP

+0,8%

**C'est la hausse des émissions liées à l'énergie dans le monde en 2024**, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Si la demande en énergie a battu un record et que la croissance des émissions de CO<sub>2</sub> qu'elle engendre a encore été en hausse en 2024 (+0,8 %, contre +1,1 % en 2023), la tendance est à un ralentissement de la progression des plus polluantes (charbon et pétrole), quand les énergies renouvelables se développent bien plus rapidement. «Le déploiement de l'énergie solaire photovoltaïque, éolienne et nucléaire, des voitures électriques et des pompes à chaleur depuis 2019 permet désormais d'éviter 2,6 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> par an, soit l'équivalent de 7 % des émissions mondiales», se félicite ainsi l'AIE.

## Plus d'un millier de manifestants arrêtés en Turquie

Il devient le symbole de l'opposition au régime du président turc, Recep Tayyip Erdogan. Accusé de «corruption», emprisonné dimanche, Ekrem Imamoglu a été désigné lundi candidat du Parti républicain du peuple (CHP) à la présidentielle en 2028, selon un porte-parole du CHP, à la suite des primaires organisées la veille. Seul candidat et plébiscité par plus de 15 millions d'électeurs turcs, dont 13 millions non-membres du parti, le maire d'Istanbul a donc été investi par son camp. Suspended de ses fonctions dimanche, le maire d'opposition de la capitale a passé sa première nuit en prison à Si-

livri, dans l'ouest d'Istanbul. Principal opposant à Erdogan, il réfute les accusations et dénonce «une exécution sans procès». «Je suis là. Je porte une chemise blanche et vous ne pourrez pas la salir. Mon poignet est solide et vous ne pourrez pas le tordre. Je ne reculerai pas d'un pouce. Je gagnerai cette guerre», a-t-il dit dans un message transmis par ses avocats.

**Blocage.** L'arrestation d'Ekrem Imamoglu a déclenché une vague de protestation inédite en Turquie depuis le grand mouvement de contestation de Gezi en 2013. Et la mobilisation ne faiblit pas. Dimanche, comme cha-

que soir depuis l'arrestation, des dizaines de milliers de personnes ont envahi les abords de l'hôtel de ville d'Istanbul en signe de soutien. Dans la soirée, le réseau social X annonçait que les autorités turques avaient demandé le blocage de plus de 700 comptes. De nouveaux appels à manifester ont été lancés pour ce lundi soir à travers le pays pour le sixième jour consécutif. En réponse, le régime d'Erdogan a interdit temporairement tout rassemblement dans les trois principales villes du pays. Depuis le début du mouvement de protestation mercredi, plus de 1130 manifestants ont été ar-

rêtés «dans le cadre d'activités illégales», a annoncé lundi le ministre turc de l'Intérieur, Ali Yerlikaya.

**«Atteintes».** La police a procédé à de nouvelles interpellations lundi matin – dont dix journalistes turcs, parmi eux un photographe de l'AFP, a rapporté l'association de défense des droits humains MLSA. «L'incarcération du maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu ainsi que de nombreuses autres personnalités constituent des atteintes graves à la démocratie», avait déploré dès dimanche soir la diplomatie française, qui avait déjà condamné son arrestation mercredi. (avec AFP)

## Agression antisémite d'Orléans: jugement en avril

Le suspect filmé samedi en train d'agresser en pleine rue le rabbin d'Orléans, Arié Engelberg, a été déféré lundi. «Il sera jugé des chefs de violences volontaires n'ayant pas entraîné d'incapacité totale de travail supérieure à huit jours commises en raison de l'appartenance ou de la non-appartenance, réelle ou supposée, de la victime à une religion», a indiqué le parquet d'Orléans. Le jeune homme, qui dit avoir 16 ans, sera aussi jugé pour des violences psychologiques sur le fils du rabbin, âgé de 9 ans et présent au moment de l'agression. Il «est également poursuivi pour avoir refusé de se soumettre aux relevés et prélèvements permettant d'établir son identité et pour usage de stupéfiants», précise la procureure de la République d'Orléans, Emmanuelle Bochenek-Puren. Son placement en détention provisoire est requis jusqu'au jugement. L'audience devant le tribunal pour enfants est prévue en avril et se déroulera à huis clos. Revenant sur l'agression, le parquet ajoute qu'«une quan-

tité de 2 grammes de résine de cannabis a été trouvée» sur le suspect, qui est par ailleurs impliqué dans trois autres procédures judiciaires, conduites entre octobre et décembre 2024, «pour des faits de trafics de stupéfiants et de violences volontaires sur personnes dépositaires de l'autorité publique à Marseille, et de vol aggravé sur la commune d'Orléans». A chaque interpellation, il a décliné une identité différente.

Ce week-end, après s'être présenté comme étant d'origine palestinienne et avoir refusé de se soumettre aux prélèvements biologiques permettant son identification lors de son placement en garde à vue, il a finalement admis être de nationalité marocaine. «Aucun élément ne permet de remettre en cause l'état de minorité qu'il déclare», souligne le parquet. Confronté aux termes de la plainte déposée et aux témoignages recueillis, il nie être à l'origine de l'altercation et soutient s'être défendu. Selon nos informations, le suspect placé en garde à vue a été reconnu dimanche par

le rabbin Engelberg, quelques heures après l'agression qui a eu lieu samedi en début d'après-midi. Après avoir filmé le rabbin et son fils, en les questionnant sur leur religion, le suspect a proféré des insultes à caractère antisémite tout en crachant dans leur direction. Arié Engelberg s'est alors rapproché de son agresseur et a tenté de le stopper alors qu'il continuait à filmer. «Je me suis dit, s'il publie ça sans que je ne fasse rien, le monde entier verra que quelqu'un peut cracher et insulter les juifs sans réaction», a expliqué le rabbin lundi sur i24 News. La victime a reçu des coups au visage, avant d'être ceinturée et mordue, malgré des gestes défensifs. Le tout en présence de son fils. «Un témoin s'est interposé et a mis un terme à l'agression, provoquant la fuite de son auteur», précise le parquet. Une marche silencieuse «en soutien au rabbin» et «contre l'antisémitisme» est prévue ce mardi à 18 heures à Orléans, à l'appel de plusieurs associations juives locales.

LUDOVIC SERÉ

**Engagés pour la Semaine de la presse et des médias dans l'école !**

**L'info est un combat**  
JOURNAL · SITE · APPLICATION · NEWSLETTERS

liberation.fr

**Libération**

S  
emaine  
P  
resse  
M  
édias  
E  
cole  
CLEMI

 APEM  
ASSOCIATION POUR L'EDUCATION AUX MEDIAS



LIBÉ.FR

**Procès du financement libyen de la campagne Sarkozy : «Les transactions examinées constituent un véritable manuel de la corruption et du blanchiment»** Réunies pour la première fois dans une affaire pénale, les ONG Sherpa, Anticor, et Transparency ont témoigné lundi au tribunal de Paris en tant que parties civiles. PHOTO DENIS ALLARD

# Au procès de Gérard Depardieu, un premier jour entre suspensions et tensions

L'acteur comparaissait lundi devant le tribunal correctionnel de Paris pour agressions sexuelles, qu'il conteste. Dans une ambiance crispée, son avocat a plaidé l'annulation de la procédure.

Par  
**SANDRA ONANA**  
Photo DENIS ALLARD

On pourrait d'abord croire à un film. «*Madame Fanny Ardant*», silhouette en noir appelée comme témoin à la barre, confirme au président «je suis actrice» dans un souffle de voix romantique, et susurre la station de métro où elle est domiciliée dans le Ve arrondissement avec une même préciosité, déclenchant les rires dans la salle. Rappel à l'ordre du président, qui ordonnera le huis clos s'il sent la sévérité des débats mise à mal. Déclaré trop souffrant pour assister à une première audience le 28 octobre, et ayant obtenu le renvoi du procès à lundi et mardi, «Monsieur Gérard Depardieu» est bien présent devant le tribunal correctionnel de Paris cette fois, carrière immanquable au premier rang. L'air physiquement mieux portant et plus enjoué qu'attendu, quoique boitillant et pesant, selon son avocat, 26 kilos de moins qu'en 2021, il multiplie les clins d'œil et poignées de mains à ses témoins, qui le saluent d'un sourire. Non, il n'a pas de déclaration préalable, oui, il veut bien entendre les faits reprochés. Deux agressions sexuelles qui seraient survenues sur le tournage du film *les Volets verts* de Jean Becker en 2021, à l'encontre d'Amélie K, déchoratrice ensemblier, et de E., assistante à la réalisation, qui l'accusent d'*«atteinte sexuelle avec violence, contrainte, surprise ou menace»*.



Gérard Depardieu arrive à son procès, lundi au palais de justice de Paris.

avec attouchements sur les fesses, le sexe et la poitrine par-dessus les vêtements. Contestant fermement les faits, l'acteur est entouré de ses proches venus en soutien dont sa fille Roxane Depardieu, glissée dans un hoodie siglé «fuck you».

**Méthodes.** Le procès va-t-il commencer pour de bon ? L'heure tourne et plus de quatre heures après le début, aucun débat n'a débuté sur le fond. Les avocates des plaignantes, qui dénoncent «manœuvres dilatoires sur manœuvres dilatoires», s'y attendaient. Les témoins seront entendus mardi. Pour l'heure, la parole est longuement au conseil de l'acteur, Jérémie Assous, maître de la digression au style réputé outrancier. Il plaide la nullité pure et simple de la procé-

dure, dénonçant les «méthodes stalinianiques» d'une enquête «partiale», où «les principes élémentaires du contradictoire ont été piétinées» dans le seul but «de faire tomber Depardieu». Un «tour de passe-passe», estime-t-il, a servi à discriminer les nombreux témoins à la décharge de l'acteur, victime d'un biais défavorable en qualité de «monstre sacré». La harangue ne lésine pas sur les effets d'ironie à l'encontre de la mémoire des témoins. Elle vise tour à tour les méthodes d'investigation «déloyales» de Mediapart, traque les incohérences dans le descriptif de l'appartement où aurait eu lieu l'agression d'Amélie K. L'auditoire est coincé, entre ce couloir étroit et l'entrée où Gérard Depardieu aurait attrapé la plaignante par les hanches («a

priori rien de sexuel, sinon n'importe quelle danse est une agression sexuelle») et lancé à son attention «je vais te fourrer mon gros parasol dans la chatte» - coupant son micro pour répéter l'injure et prenant le procureur à témoin, l'avocat s'étonne que les témoins placés à quelques mètres de distance ne l'ait pas entendu.

**Sketch.** «On essaye de nous dire que c'est une enquête à charge, mais non, c'est un privilège, tempètera l'avocate d'E., maître Claude Vincent, excédée. [...] Plaider pendant 1h 46 le fond du dossier au motif de conclusion de nullité, je n'ai jamais vu ça, monsieur le président. Vous auriez sonné le glas de cette plaidoirie bien longtemps si ça n'avait pas été Gérard Depardieu.» Elle le rappelle,

«toutes les personnes qui ont travaillé sur le tournage ont été sollicitées, appelées, auditionnées par tous moyens possibles et imaginables», faisant de la théorie du vice de procédure «un sketch» pour faire diversion sur le fond. Les suspensions d'audience s'enchaînent. Certaines pièces de la défense n'ont été portées à la connaissance du camp adverse que le matin même, et

**L'acteur est entouré de ses proches, dont sa fille Roxane Depardieu, glissée dans un hoodie siglé «fuck you».**

le ping pong entre avocats se fait de plus en plus agressif. Soudain, dans l'auditoire, Anouk Grinberg, soutien public des victimes de Gérard Depardieu et qui faisait partie de la distribution des *Volets verts*, laisse échapper un cri d'indignation, réaction spontanée à une des passes d'armes. Elle est priée de quitter l'audience. Les traits tirés, Charlotte Arnould, qui accuse Depardieu de deux viols commis à son domicile en 2018, est également présente dans la salle. Les heures passant, plus personne ou presque ne pense encore à fixer le dos impassible de Gérard Depardieu au premier rang, qui a chaussé des lunettes de soleil, se frotte parfois les yeux mais semble revigoré par sa défense. Il encourt cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende. ♦

## Annonces légales

legales-libe@teamedia.fr 01 87 39 84 00

Libération est officiellement habilité pour l'année 2025 pour la publication des annonces légales et judiciaires par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements 75/93/94 pour le print. Et pour le digital 13/59/75/78/93/94/93/94. La tarification au caractère (espace inclus) des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 22 décembre 2024. La tarification est la suivante pour les départements d'habilitation de LIBÉRATION : Constitution de sociétés civiles et commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 39€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 197€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 141€ HT - Société en nom collectif (SNC) 218€ HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 147€ HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « en entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EUR) 123€ HT. CLOTURE de sociétés civiles ou commerciales : 110€ HT. LES TARIFS annonces légales au caractères (espace inclus) Hors constitutions et nominations des liquidateurs, clôtures : 75/94/93 (0,237€ HT).

**75 PARIS**

**Divers société**

PERSPECTIVES  
SARL au capital de 7500 €

Siège social :  
71 rue éternie dolet 94140 Alfortville  
443 848 502 RCS de Créteil  
Aux termes de l'AGE en date du 14/03/2025, les associés ont décidé de transférer le siège social au 53 rue du faubourg Montmartre 75009 Paris  
-Gérant : M. CARMY Ilan, demeurant 53 rue du faubourg Montmartre 75009 Paris  
Radiation au RCS de Créteil et réimmatriculation au RCS de Paris

**93 SEINE-SAINT-DENIS**

**Constitution de société**

Par ASSP en date du 20/03/2025, il a été constitué une SASU à capital variable dénommée :

**BLUESKY CONSULTING**

Sigle : BSC Siège social : 20 allée des boulevards 93700 DRANCY Capital minimum : 1 € Capital souscrit : 1 € Capital maximum : 100000 € Objet social : La société a pour objet, en France et à l'étranger : le conseil, l'audit, la formation et l'assistance technique en cybersécurité, en systèmes d'information, en administration réseau, en cloud computing, en sécurité offensive et défensive ; le développement de solutions logicielles ; la prestation de services en infrastructure informatique, en intelligence artificielle

et en blockchain ; toutes activités connexes et complémentaires à l'objet social. Président : M. Gharbi Skander demeurant 20 allée des boulevards 93700 DRANCY élu pour une durée de illimitée ans. Clauses d'agrément : Les actions sont librement cessibles entre actionnaires uniquement avec accord du Président de la Société. Durée : 10 ans à compter de son immatriculation au RCS de BOBIGNY.

**Liberation**  
est habilité pour toutes  
**VOS ANNONCES LÉGALES sur les départements**  
75 93 94  
de 9h à 18h au 01 87 39 84 00 ou par mail  
legales-libe@teamedia.fr

## Répertoire

annonces@teamedia.fr

01 87 39 82 89 / 01 87 39 82 95

### MUSIQUE

#### Disquaire achète au meilleur Prix

#### DISQUES VINYLES 33T - 45T - CD

#### TOUS STYLES TOUTES QUANTITÉS

Jazz - Pop - Rock  
Musique Classique  
Métal - Punk  
Soul - Funk - House  
World  
(Afrique, Antilles, Maghreb)  
Reggae - Hip Hop

#### Gros Stocks et Collections

#### Contactez-nous 07 69 90 54 24

#### MATÉRIEL AUDIO

Platines - Hi-Fi -  
Ampis - Cellules - DJ  
Jeu Vidéos - Consoles

#### Déplacement en France avec respect des mesures sanitaires en vigueur.

#### Réponse très rapide PAIEMENT CASH



### ANTIQUITÉS STEVE

#### ACHÈTE Manteau de fourrure,

Meubles anciens, Pendules, Horloges, Carillons, Montres à gousset ou poignet, Pièces de monnaie, Bibelots, Vaisselle, Cartes postales, Livres, Machines à coudre, Miroirs, Tableaux, Bronzes, Pâtes de verre, Art asiatique, Violons, Bagagerie de luxe, Vieux vins, Objets militaires, Disques vinyles, Postes de radio, Etain, Cuivre et toutes vos antiquités...

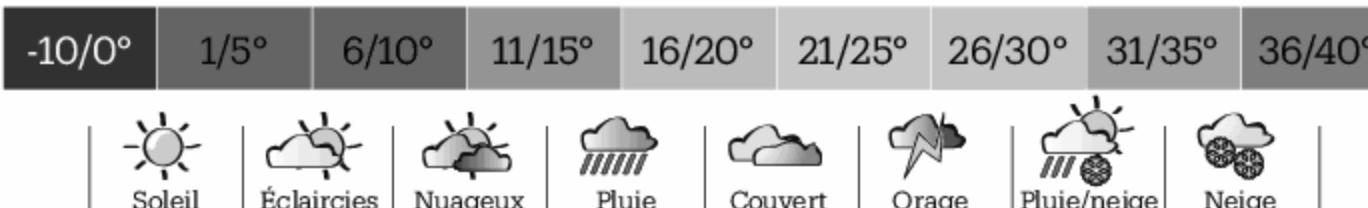
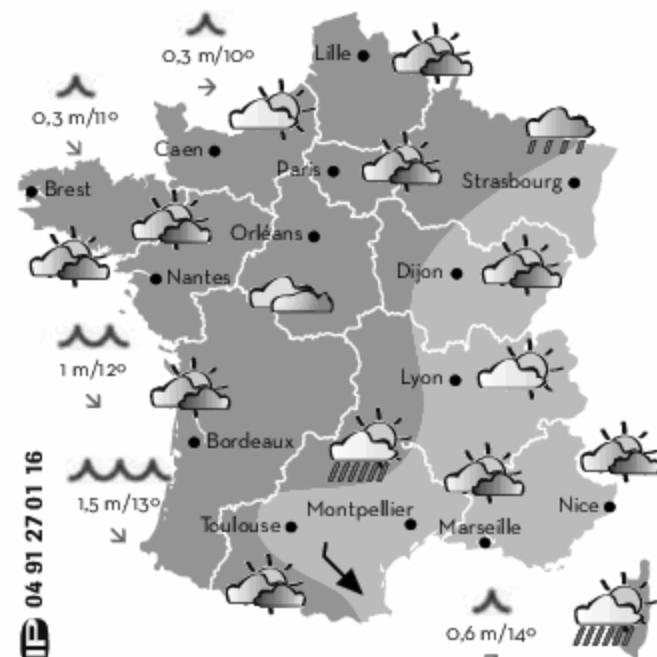
128, rue La Boétie 75008

**01 84 60 56 54 ou 07 85 56 51 90**

## MARDI 25

Le temps est calme, mais brumeux sur de nombreuses régions. Quelques averses concernent les régions proches des Pyrénées.

**L'APRÈS-MIDI** L'instabilité reprend avec quelques averses des Pyrénées aux Alpes et en Corse. Dans le nord et l'ouest, le temps est plus calme et le risque d'averse est quasi inexistant. Près de la Méditerranée, le temps s'améliore.



www.lachainemeteo.com  
vos prévisions gratuites à 15 jours

FRANCE MIN MAX

FRANCE	MIN	MAX
Lille	4	15
Caen	5	14
Brest	8	13
Nantes	8	14
Paris	6	15
Strasbourg	5	16
Dijon	9	16

FRANCE MIN MAX

FRANCE	MIN	MAX
Lyon	6	16
Bordeaux	7	15
Toulouse	7	16
Montpellier	5	17
Marseille	7	16
Nice	9	16
Ajaccio	9	15

MONDE MIN MAX

MONDE	MIN	MAX
Alger	8	16
Berlin	4	14
Bruxelles	4	14
Jérusalem	14	23
Londres	5	14
Madrid	4	14
New York	5	11

## Liberation

www.liberation.fr  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
tél. : 01 88 47 98 80  
contact@liberation.fr

**Édité par la SARL Libération**  
SARL au capital de 23 243 662 €  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
RCS Paris : 382.028.199

**Principal actionnaire**  
Presse Indépendante SAS

**Cogérants**  
Dov Alfon,  
Amandine Bascoul-Romeu

**Directeur de la publication**  
Dov Alfon

**Directeur de la rédaction**  
Dov Alfon

**Directeur délégué de la rédaction**  
Paul Quinio

**Directrices adjointes de la rédaction**  
Stéphanie Aubert,  
Hamdam Mostafavi,  
Lauren Provost,  
Alexandra Schwartzbrod

**Directeur artistique**  
Nicolas Valoteau

**Rédacteurs en chef**  
Michel Beccuembois (spéciaux), Laure Bretton, Gilles Dhers (pilotes web), Christian Losson (enquête), Eve Roger (actu)

**Rédacteurs en chef adjoints**  
Lilian Alemagna (France), Anne-Laure Barret (environnement), Lionel Charrier (photo), Cécile Daumas (L.), Sonia Delesalle-Stolper (monde), Fabrice Drouzy (suppléments), Yoann Duval (forums), Matthieu Ecoiffier (idées), Quentin Girard (modes de vie), Cédric Mathiot (checknews), Camélia Paugam (actu), Didier Péron (culture)

**ABONNEMENTS**  
Site : abo.libération.fr  
abonnement@liberation.fr  
tarif abonnement 1 an  
France métropolitaine : 384€  
tél. : 01 55 56 71 40

**PUBLICITÉ**  
Libé plus  
113, avenue de Choisy,  
75013 Paris  
publicite@liberation.fr

**PETITES ANNONCES & CARNET**  
10, bd de Grenelle  
75015 Paris  
tél. : 01 87 39 80 20  
annonces@teamedia.fr

**IMPRESSION**  
Midi Print (Gallargues), POP (La Courneuve), Nancy Print (Jarville), CILA (Héric)  
Imprimé en France

**ACPM**  
LE TRI + FACILE

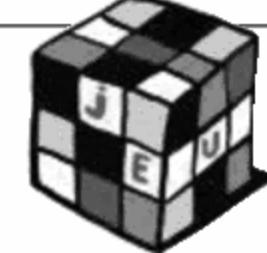
Membre de l'ACPM.  
CPPAP : 1125 C 80064.  
ISSN 0335-1793.

**Origine du papier** : France  
**Taux de fibres recyclées** : 100 % Papier détenteur de l'Eco-label européen N° FI/37/01

**Indicateur d'eutrophisation**: PTot 0.009 kg/t de papier  
La responsabilité du journal ne saura être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail : initialle du prénom.nom@liberation.fr

## SUDOKU 5507 MOYEN

4	8		5	6	1	2
9	5				8	3
2			1			9
8	6	7			2	
5		9	6			
			5	3	6	
6		1		2	5	
4	8				6	7
2	5	3	7	9	4	



Solutions des grilles précédentes

MOYEN

8	4	5	1	6	7	9	2	3
2	6	7	9	3	4	8	1	6
1	3	9	4	8	2	5	6	7
3	5	8	2	7	4	6	1	9
4	1	6	8	9	5	3	7	2
7	9	2	3	1	6	8	4	5
5	8	1	7	4	9	2	3	6
9	2	4	6	3	1	7	5	8
6	7	3	5	2	8	1	9	4

# IDÉES /

Recueilli par  
**NICOLAS CELNIK**

**A**ssiste-t-on aux dernières heures de la transition écologique ? Entre les géants pétroliers Shell et BP, qui coupent dans leur budget d'énergie renouvelable pour augmenter leurs investissements dans les fossiles, l'Union européenne qui rogne sur le Green Deal et se lance dans une course à l'armement, et le responsable américain à l'Energie Chris Wright qui assure que le monde a plus que jamais besoin d'énergies fossiles, celles et ceux qui luttent contre la crise écologique se préparent à des temps difficiles.

Pour autant, le «backlash écologique», ce phénomène de régression sur la protection de l'environnement, n'est pas une fatalité. Les citoyens n'ont pas tourné le dos à la planète, comme le montrent les recherches de Théodore Tallent, doctorant en sciences politiques à Sciences-Po, auteur pour la Fondation Jean-Jaurès de l'étude «Backlash écologique: quel discours pour rassembler autour de la transition ?». Par ailleurs, des victoires sont encore accessibles, comme le prouve l'adoption récente de la loi visant à restreindre l'usage des Pfas, les «polluants éternels», fruit d'un long combat notamment porté par la militante Camille Etienne. Tous d'eux s'accordent à penser que le backlash n'est pas généralisé, et que l'écologie a encore son mot à dire.

**Comment comprenez-vous le recul massif des politiques en faveur de l'écologie, de la part des entreprises comme des Etats ?**

**Théodore Tallent :** Les deux derniers mois ont constitué un tournant. L'arrivée de Donald Trump au pouvoir marque une nouvelle étape d'un backlash écologique qui se mettait déjà en place depuis quelques années. Aux Etats-Unis, on observe aujourd'hui un alignement très fort d'acteurs politiques réactionnaires et d'acteurs économiques derrière un discours anti-écologique, qui va particulièrement loin dans la radicalité. En Europe, une telle radicalité dans le discours reste pour l'instant minoritaire : depuis plusieurs années, une bonne partie des acteurs anti-écologiques ciblent des mesures spécifiques, mais sans rejeter «l'écologie» dans son ensemble.

Cependant, il ne faut pas oublier que l'extrême droite européenne était déjà à la manœuvre pour faire de la question climatique un enjeu idéologique capable de structurer un nouveau clivage. Cela s'est notamment manifesté par la politisation et l'instrumentalisation des régulations liées à la mobilité (la fin des véhicules à moteur thermique)

# Camille Etienne et Théodore Tallent

## «Le backlash écologique est largement surestimé»

**Alors qu'aux Etats-Unis et en Europe se multiplient les appels à revenir aux énergies fossiles et à abandonner la transition énergétique, la militante et le chercheur considèrent que ce retour en arrière venu de l'extrême droite ne fait pas l'unanimité. Pour eux, la société civile doit faire corps sur des sujets rassembleurs en matière d'écologie.**

et l'occupation de l'espace (la loi sur la restauration de la nature). Les partis de droite et de l'extrême droite européens se sont emparés de certains textes pour alerter sur une transition écologique présentée comme injuste, et pour reléguer l'enjeu écologique derrière d'autres priorités comme l'immigration ou le pouvoir d'achat.

L'erreur fondamentale des partis politiques dits mainstream fut, au lieu de s'opposer activement à ces reculs écologiques, d'abandonner la question écologique ou, pis, d'emboîter le pas de l'extrême droite en reprenant certains argumentaires dans l'espoir de la marginaliser. Toutes les recherches sur ce sujet montrent que cette stratégie, loin de faire reculer le discours de l'extrême droite, lui offre un marchepied.

**Camille Etienne :** On observe aussi une montée du «carbofascisme», qui est la concordance des intérêts entre des mouvements qui viennent historiquement du fascisme ou s'en revendiquent, et les compagnies pétro-

lières et le système économique qui les soutient. Ces alliances entre l'extrême droite et l'industrie fossile s'observent partout en Europe et aux Etats-Unis – j'ai moi-même constaté les liens entre des députés du Rassemblement national et le lobby de l'industrie chimique. On a trop longtemps sous-estimé ce phénomène en pensant que l'environnement était une non-question pour l'extrême droite, en prenant sur le ton de l'humour Donald Trump qui confondait climat et météo ; ce qu'on comprend aujourd'hui, c'est qu'il s'agit d'un mouvement structuré et d'une stratégie de conquête du pouvoir.

**Au point qu'il est devenu presque impossible de débattre d'enjeux écologiques ?**

**C.E. :** La montée du carbofascisme bouscule le cadrage médiatique : les espaces où l'on pouvait discuter d'enjeux environnementaux disparaissent progressivement. C'est à la fois une conséquence de la bollarisation des médias, mais aussi de gestes comme le salut nazi d'Elon Musk : apprendre qu'il y a une contamination massive des sources d'eau par des polluants éternels ne paraît même plus scandaleux quand on voit l'une des personnes les plus influentes du monde faire des saluts nazis. L'écologie était déjà une notion conflictuelle, bien sûr ; mais c'était une notion qui était discutée.

Après la manifestation de Sainte-Soline, les plateaux télé organisaient des débats pour se demander

si «l'écologie doit être radicale». Cela me semble impensable aujourd'hui. Les Etats-Unis font disparaître les agences environnementales, ferment le bureau de la scientifique en chef de la Nasa, sortent des accords de Paris ; en France, ce sont l'Ademe ou l'OFB qui sont attaqués, y compris par des ministres. Ce ne sont pas des institutions spécifiques qui sont visées : on assiste à une destruction méthodique du sujet qu'est l'écologie, de façon qu'elle n'ait plus d'espace pour exister.

**T.T. :** La plupart des périodes marquées par des avancées sociales (on peut penser au féminisme dans les années 1980) sont suivies par une tentative de retour en arrière : les forces réactionnaires s'organisent pour minimiser les avancées obtenues. Mais c'est un fait relativement nouveau pour l'écologie, qui n'existe comme sujet majeur que depuis 2018-2019, avec les manifestations de la jeunesse et du mouvement climat.

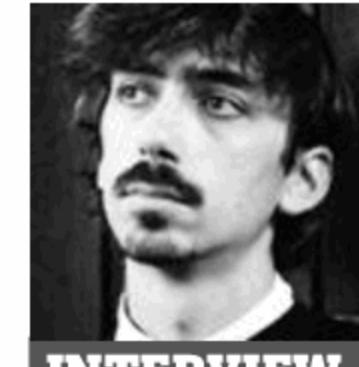
**Les méthodes de militantisme jugées trop radicales ont-elles pu nuire à l'intérêt pour l'écologie ?**

**C.E. :** J'ai parfois regretté qu'après une action militante, les médias interrogeant plus les modalités de l'action que le problème de fond qu'elle visait à visibiliser. Mais ces discussions ont été l'un des sujets par lesquels on parlait d'écologie : faut-il ou non louper l'école comme Greta [Thunberg], jeter de la soupe sur un Van Gogh comme Just Stop Oil, ou assumer la conflictualité comme les Soulèvements de la Terre ? Des chercheurs ont montré que l'action de Just Stop Oil a été perçue négativement par l'opinion publique, mais qu'elle a, à long terme, eu un effet positif pour le mouvement.

Ce que dénonçaient les activistes, c'étaient des projets d'énergie fossile ; leur action a inscrit ce sujet à l'agenda, et, dans les semaines qui ont suivi, le niveau de soutien à ces projets fossiles du gouvernement a diminué dans la population. C'était un sujet qui était peu présent avant l'action, et les débats autour des modalités d'action ont au moins amené une petite partie des citoyens à s'interroger sur le fond de l'affaire.

**Vos recherches, Théodore, montrent que ce backlash écologique est peu présent dans les discours des citoyens. Il serait donc surtout le fait des acteurs politiques et économiques ?**

**T.T. :** L'ampleur du backlash écologique dans la population est largement surestimée. L'un des grands arguments utilisés pour justifier ces retours en arrière consiste à dire que les citoyens ne veulent pas de l'écologie, qu'ils ne veulent pas aller moins vite sur l'autoroute, interdire



INTERVIEW



Lors du rassemblement Ensemble contre Trump, face à Downing Street, à Londres, le 20 janvier. PHOTO JOAO DANIEL PEREIRA. SIPA.

les vols courts courrier, manger moins de viande, etc. Ce que nous apprennent les études d'opinion, ainsi que mes entretiens sur le terrain, est une tout autre réalité : il n'y a pas d'opposition généralisée à la politique climatique. Certaines mesures peuvent provoquer du mécontentement, par exemple la taxe carbone ou la fin du véhicule thermique, surtout lorsqu'elles ne sont pas assorties de mesures de compensation.

Mais les politiques climatiques sont généralement largement soutenues par les citoyens, y compris le développement des énergies renouvelables ou la transition agricole. En revanche, on observe que l'écologie est moins souvent évoquée comme prioritaire par les citoyens. Et c'est là le véritable nœud du problème : si les citoyens sont

moins intéressés par l'écologie, une partie de la classe politique peut soit la délaisser à son tour, soit essayer de radicaliser ses positions sur la question en espérant cliver l'opinion. Inversement, lorsque l'écologie occupe une place centrale dans le débat public, ils deviennent plus attentifs et critiques envers un parti qui minimiseraient son importance ou en contesterait la nécessité.

#### **L'image de l'écologie comme un luxe réservé aux bobos urbains explique-t-elle son rejet par les milieux populaires ?**

**T.T.:** Les classes populaires ont tendance à moins prioriser l'écologie parce qu'elles ont des priorités plus immédiates et un rapport à la politique plus distant. Elles ont pourtant un grand nombre de comportements quotidiens qui pourraient

être considérés comme écologiques. Trier, ne pas jeter, réparer, peu consommer, etc. : dans mes entretiens, les personnes que je rencontre en zones rurales ne présentent pas cela comme de l'écologie, mais plutôt comme une question de bon sens.

Bien sûr, il ne faut pas idéaliser ces comportements souvent contraints. Vivre dans un logement peu chauffé par manque de moyens, ce n'est pas de l'écologie, c'est de la précarité. Mais ce qui est intéressant, c'est que ces pratiques deviennent un ethos, une certaine relation au monde : j'ai discuté avec des personnes issues de milieux populaires qui ont aujourd'hui des revenus plus importants, mais qui continuent d'appliquer certains principes de vie au quotidien comme réparer, économiser, défendre des valeurs de modération et de sobriété.

#### **Comment résister à ce backlash écologique ?**

**T.T. :** Pour toucher ceux qui ont potentiellement envie d'agir, il faut ramener la question écologique au niveau de la vie des gens : la transition se fera en répondant aux problèmes des citoyens. Les discours généraux sur le changement climatique sont importants, mais moins entendables que ceux qui évoquent le fait de disposer de logements mieux isolés et de ne plus avoir froid l'hiver, de manger de la nourriture de qualité, d'avoir des alternatives à la mobilité pour ne pas payer 200 euros d'essence par mois, etc.

**C.E. :** Documenter et réaliser l'aspect méthodique et structuré de ce backlash peut vraiment changer la

manière dont on voit les choses. Mais il est aussi important de ne pas se cantonner à la dénonciation. Si on est tous occupés à commenter cette sidération qu'on ressent, alors on est condamnés à perdre. Il me semble important, pour la société civile, de faire corps sur des sujets qui ont un potentiel rassembleur, comme pour le combat que nous avons mené sur les polluants éternels : scientifiques, journalistes d'investigation et militants se sont unis pour construire un sujet sur le temps long, qui a abouti à faire voter l'une des lois les plus ambitieuses au monde sur le sujet. Ces alliances de long terme sont une réponse à la panique sur l'accélération de la montée des réactionnaires, et c'est une manière d'arracher des victoires concrètes sur de gros sujets, le temps que l'ouragan passe. ♦

# IDÉES /



Rexhino Abazaj dans sa cellule à Fresnes lors d'une visite des députés Thomas Portes et Raphaël Arnault. NNOMAN CADORET . ENCRAGE

## La France ne doit pas livrer l'antifasciste Abazaj à la Hongrie

**Menacé d'extradition, l'Albanais de 32 ans encourt jusqu'à vingt-quatre ans de prison pour des actes de violences contre des néonazis, qu'il conteste. La France, qui doit statuer sur son sort, a le devoir d'éviter ce scénario du pire.**

Par  
**LAURENT BINET** écrivain  
**ANNIE ERNAUX** écrivaine  
**EVA JOLY** ex-eurodéputée  
**BARBARA STIEGLER**  
 philosophe et **ÉRIC VUILLARD** écrivain

**R**exhino Abazaj est aujourd'hui menacé par un mandat d'arrêt européen. La justice hongroise le réclame. Son inculpation en Hongrie repose sur sa participation à une manifestation, le 11 février 2023, contre un rassemblement néonazi entendant célébrer la mémoire de la SS. Après le mandat d'arrêt européen émis contre lui, il a été arrêté en novembre en région parisienne. Rexhino Abazaj, surnommé «Gino» par ses camarades, est d'origine albanaise et a longtemps vécu en Italie. Les actes dont on l'accuse, et qu'il conteste, relèvent d'un délit de coups et blessures ayant entraîné moins de huit jours d'arrêt de travail. Mais s'il est renvoyé en Hongrie, Rexhino Abazaj, 32 ans, risque vingt-quatre ans de prison.

Les juges français ont réclamé à la Hongrie des documents attestant d'une justice impartiale et des prisons sûres dans le pays. Ce n'est que quelques heures avant la dernière audience, et au-delà des délais légaux, que la Hongrie a enfin remis les documents demandés. Mais ce ne sont que de simples déclarations de

principes, des documents qui ne prouvent rien. Ils ne remettent pas en cause les nombreuses enquêtes accablantes concernant la justice et les prisons hongroises.

En 2023, le comité des ministres du Conseil de l'Europe dénonçait le manque de liberté d'expression des juges hongrois. La même année, European Implementation Network rangeait la Hongrie à la dernière place du classement des pays européens au regard de leur application

**La Hongrie n'est plus un pays européen comme les autres. Le parti politique hongrois national-conservateur Fidesz a peu à peu étendu son emprise sur l'appareil judiciaire.**

des arrêts de principe rendus par la Cour européenne des droits de l'homme; ce que confirme Amnesty International. La Hongrie se moque des droits de l'homme.

**Affidés.** Cela fait plus de quatre mois que Rexhino Abazaj est en prison à Fresnes. Sa remise en liberté sera jugée mercredi. La qualification juridique retenue contre lui en Hongrie ne correspond à aucun fait réel. C'est parce qu'il est un militant antifasciste que la Hongrie le réclame. Or, aujourd'hui, la Hongrie n'est plus un pays européen comme les autres. Le parti politique hongrois national-conservateur Fidesz a progressivement étendu son emprise sur l'appareil judiciaire, le Premier ministre hongrois a nommé ses affidés à tous les postes clés, et les médias sont aux mains d'oligarques soutenant sans restriction le régime. Dans un tel contexte, exécuter un mandat d'arrêt européen, et remettre un militant antifasciste au régime ouvertement anti-libéral de Viktor Orbán, reviendrait à se faire complice d'un régime autoritaire.

**Geôles indigentes.** Personne n'ignore ce qu'est le pouvoir hongrois. On ne peut pas remettre un accusé à un pays dont la justice n'est pas indépendante, et qui risque de croupir vingt-quatre ans dans des geôles indigentes, aux mains d'un personnel pénitentiaire résolument hostile. La justice française ne peut pas se contenter de la neutralité apparente des procédures. En réalité, c'est ici, et mercredi, lors de l'audience de remise en liberté, puis le 9 avril, lors du délibéré portant sur l'application du mandat d'arrêt européen, que va être jugé Rexhino Abazaj. C'est, de fait, la justice française qui va concrètement décider s'il sera ou non incarcéré pour une durée de vingt-quatre ans, et pour des actes qu'il conteste. C'est la justice française qui va décider si l'on doit coopérer à tout prix avec la Hongrie, ou s'il importe avant tout de soutenir les libertés publiques, les droits de la défense, la nécessité d'un procès équitable et le droit à une incarcération dans des conditions à peu près dignes.

Ce n'est pas une sanction comme une autre, vingt-quatre ans de prison. Une vie ne peut pas être effacée par des mots mensongers. La véritable signification des mots du droit nous vient du siècle des Lumières, à travers des affaires judiciaires le plus souvent. On se souvient de Jean Calas (1698-1762), torturé et brûlé vif, condamné à tort, sur de simples conjectures, parce qu'il était protestant. Cela semble loin. Mais vingt-quatre ans de prison, n'est-ce pas un peu brûler ? N'est-ce pas un peu torturer ? Comment regarderait-on cela si l'histoire se passait en un autre temps et en un autre lieu ? Ne sous-estimons pas l'époque trouble qui est la nôtre. Il ne faudrait pas que les Lumières disparaissent. Il faut libérer Rexhino Abazaj. ♦



## RÉJOUISSANCES

Par  
LUC LE VAILLANT

# Pour faire perdre le RN, mieux vaut Le Pen que Bardella

**Et s'il était préférable de sauver de l'inéligibilité la fille du fondateur du Front national, tant l'inconsistant Bardella paraît être un meilleur candidat à l'Elysée ?**

C'est la première fois que je souhaite le meilleur à Marine Le Pen. Pour que la France ne tombe pas dans les pattes du RN, mieux vaut que la justice la dispense de toute peine d'inéligibilité et que la candidate présumée puisse se présenter à la présidentielle de 2027. A mon humble avis assez peu autorisé et tout à fait péremptoire, Bardella a plus de chances d'être élu que Le Pen. Il est donc préférable que les magistrats maintiennent sur le terrain électoral la fille de Jean-Marie afin qu'elle essuie un quatrième échec.

Mon argumentaire est uniquement tactique. Je me soucie modérément de ces histoires d'assistants parlementaires au Parlement européen. Mes préoccupations en la matière sont d'un amoralisme assez faisandé. Tant qu'il n'y a pas d'enrichissement personnel, je m'évite de grimper au cocotier de l'exemplarité. Ma vision des choses paraîtra cynique, mais je conçois qu'un parti politique qui croit en sa destinée tente de pallier ses défaillances financières et de dépasser les limites que lui imposent les scrutins contraires. Charge ensuite aux fraudeurs d'être assez futés pour ne pas se faire choper. Et tant pis pour eux s'ils se font prendre. D'autant que je sais qu'ils instrumentaliseront de toute façon les décisions des tribunaux. Blanchis? Leur argumentaire sera le suivant: «Notre bonne foi est reconnue, et notre pureté est celle de l'enfant qui vient de naître».

Condamnés? Leur défense consistera à hurler au loup: «Les juges sont des vendus, et nous des victimes d'un complot». Ajoutons que leurs adversaires tiendront des discours exactement inverses, tant la dame aux yeux bandés est sainte ou catin selon le balancement de ses arrêts.

Si MLP est moins dangereuse que JB, c'est parce qu'elle demeure une Le Pen. Le patronyme de l'indécrottable géniteur est un boulet qu'elle traînera à jamais. Le décès de la vieille baderne n'a pas apuré les comptes. Au contraire! La fille préférée a manifesté une affliction non feinte qui a retissé le lien effiloché par les dernières années acrimonieuses. La benjamine a exprimé ses regrets d'avoir exclu du RN le fondateur du FN qui persistait dans ses errements, mettant à mal la dédiabolisation engagée. L'affection biologique a soldé l'éloignement idéologique. Jean Marie mort et enterré, Marine retrouve le conservatisme épicier de papa qu'elle avait un temps déserté pour un social très national. Plus ouverte que lui sur les mœurs, elle a aussi rompu avec le perpétuel antisémitisme paternel. Mais qu'importe, c'est son nom qu'elle porte. Et lors de l'élection primordiale, il entre malheureusement dans l'équation bien plus que des idées et des convictions. C'est aussi le choix d'une lignée, d'une appartenance et d'une histoire.

A l'inverse, Bardella paraît oisillon tombé du nid et Pierrot lunaire. Il semble vierge de ces encombrantes saloperies qui collent aux basques de MLP. Sa jeunesse est vue comme une page blanche et une coquille vide. Ce qui peut nourrir des procès en incomptence et en ductilité devient un avantage tant les chevaux de retour sont surdeterminés et ont la carriole chargée de trop de casseroles. Peu importe que Bardella ait déjà un passé



Jordan Bardella et Marine Le Pen, à Matignon, le 16 décembre. PHOTO ALBERT FACELLY

d'apparatchik et des accointances peu recommandables avec le GUD et compagnie. Sa précocité l'exonère exagérément de toute responsabilité personnelle et de toute culpabilité ancienne. Pensez

**Si MLP est moins dangereuse que JB, c'est parce qu'elle demeure une Le Pen.**

**Le patronyme de l'indécrottable géniteur est un boulet qu'elle traînera à jamais.**

donc, il est né en 1995 quand Chirac a battu Jospin. Il avait 10 ans au moment du non au référendum européen de 2005. Il avait 20 ans au moment des attentats islamistes de 2015. Et, avec tout ça, il n'a pas encore 30 ans.

Marine Le Pen, elle, est née en 1968, année honnie depuis toujours par la droite autoritaire et, désormais, par la gauche offensée. Ses enfants sont à peine plus jeunes que Bardella et elle pourrait devenir grand-mère avant que celui-ci ne soit père. Le succès de Macron en 2017 prouve que les novices peuvent renverser la table et les méconnus décrocher la timbale élyséenne sans afficher leurs défaites comme autant de Légions d'honneur. Et puis Bardella possède ce physique classique de gandin bien peigné qui a permis à Chirac de survivre à ses fouca-

des. Malgré les traits droitiers très affirmés du RN, une belle gueule peut vanter une génération tiktokerse qui se pâme en pensant que, comme sur Tinder, un élu qu'on a «swipé» à droite, peut se «swiper» à gauche et disparaître dans les poubelles de l'histoire en accéléré quand la démocratie a plus de lenteur. N'oublions pas aussi que Bardella possède des quartiers de noblesse populaire. Ce xénophobe a des origines italiennes et algériennes. Il a grandi dans le fameux 9-3, département symbole s'il en est. Même si elle se fait forte d'attitudes peu maniérées et d'un style à la bonne franquette, MLP est une héritière de la riche banlieue ouest. Qui aura du mal à se débarrasser de son passé, quand Bardella sentira bon la nouveauté inconséquente. D'où l'intérêt de laisser MLP y aller. ➤



Le réalisateur Benjamín Naishat à Buenos Aires, le 9 mars. ANITA POUCHARD SERRA

# CULTURE/



Projection dans un espace culturel indépendant, en 2024. CAPTURE ÉCRAN BENJANAISHTAT

# La culture dans l'Argentine de Javier Milei, «un écosystème bousillé»

Hier vanté à l'international pour sa diversité et son dynamisme, la filière artistique mesure les premiers effets des attaques sans précédent portées à son encontre par le président d'extrême droite. Une préfiguration de ce que d'autres pays pourraient bientôt connaître ?

Par  
**ÈVE BEAUVALLET**  
Envoyée spéciale à Buenos Aires (Argentine)

Dans les milieux culturels de Buenos Aires, ces derniers jours, ça parle beaucoup de *Mirtha, le mythe*. Un spectacle biographique qui retrace au micro la vie de l'icône de la télévision argentine Mirtha Legrand, avec débauche de robes couture *glitter*. Quoi de fantastique ? Des shows de ce genre, il y en a des tas dans les salles commerciales qui pullulent dans le secteur de Corrientes, le Broadway local, non ? Justement. *Mirtha, le mythe* n'est pas donné dans un théâtre privé mais dans la prestigieuse salle nationale à l'acoustique pur luxe où se produisent habituellement des légendes à la Martha Argerich. Forcément ça surprend : imaginons qu'en France, l'Opéra Bastille programme désormais des comédies musicales sur les années Drucker. Après tout, pourquoi pas ? «Le problème, c'est qu'il n'y aura bientôt plus que ça», prophétisent à nos côtés Agustín et Martina, deux conservateurs d'art qui souhaitent conserver l'anonymat. On aurait bien vu le spectacle, cependant. Mais le 1<sup>er</sup> mars, veille



Lors d'un rassemblement pour défendre le cinéma au moment où Milei coupait les financements à la culture, à Buenos Aires, le 14 mars 2024. PHOTO C. SILLE. DPA. ABACA

de notre rencontre avec Agustín et Martina, jour de la première, l'actrice principale a malheureusement glissé sur la traîne pailletée de la robe d'une autre actrice, et s'est étaillée sur scène de tout son long. Cheville foulée, représentations annulées. A défaut de voir le spectacle, Agustín et Martina nous montrent le flyer sur leurs smartphones : une composition outre-kitsch à base de bouquet de roses flottant dans un sfumato violet ambiance écran Windows 95. Ils contiennent un sourire en regardant notre visage. Et souriraient tout à fait s'ils ne voyaient dans la programmation de *Mirtha, le mythe* un signal de plus du changement d'ère. Un nouveau monde où seule la culture commerciale à rentabilité garantie a désormais droit de cité en Argentine.

Au printemps, le président d'extrême droite, Javier Milei, tronçonnait le ministère de la Culture pour le recalibrer en simple secrétariat d'Etat. A sa direction, un ancien producteur de théâtre musical privé, Leonardo Cifelli, qui aurait pour cahier des charges de désormais soutenir essentiellement des *Mirtha, le mythe*. Milei a lui-même été en couple avec une vedette de variété, Fátima Flórez, imitatrice officielle de l'opposante Cristina Kirchner. En

juillet, le Président, qui se dit «opératome», s'affichait au bras de sa nouvelle compagne, et elle aussi show girl, Yuyito González dans la prestigieuse salle du Théâtre Colon pour assister à l'opéra *Carmen*. Un comble : le plus grand pourfendeur de l'Etat-providence, en guerre contre les dépenses publiques, célébrait donc ce soir-là l'art le plus richement doté en subventions. «Sans payer sa place, évidemment, nous souffle-t-on. Comme la "caste" contre laquelle il dit pourtant vouloir batailler.»

#### «ON SE CROIRAIT À RIO»

Agustín et Martina ont tous deux perdu leur poste dans le secteur culturel public à l'arrivée au pouvoir du nouveau président. En un an, ils ont vu le libertarien d'ultradroite changer par décret le nom du fameux centre culturel Kirchner, emblème ultime de l'opposition gouvernementale, pour le rebaptiser «Palacio Libertad». Comme d'autres institutions culturelles publiques devenues coquilles vides, le Palacio



a vu ses fonds amputés et sa direction renouvelée. A quelques blocs de là, le somptueux théâtre national Cervantes, qui fédère sept théâtres, engagé dans la production, fonctionne au ralenti. Sur l'artère d'à côté, le Teatro San Martin, lui, ne compte cette année aucune nouvelle création, que des reprises. Dehors, des pluies diluviales. Depuis quatre jours maintenant. Elles provoqueront des inondations meurtrières un peu plus au sud, à Bahía Blanca. Martina en est persuadée, «c'est à cause du réchauffement climatique. On se croirait à Rio». Milei aussi se croirait à Rio : le président s'inspire beaucoup de la rhétorique de l'ancien président brésilien concernant les artistes et les minorités. Pendant les élections de 2018, Jair Bolsonaro avait choisi comme bête noire un artiste nommé Wagner Schwartz pour en faire l'emblème de «l'élite de gauche pédophile». Dans une de ses performances où le public pouvait venir le changer de position, l'artiste s'exposait nu ; un enfant s'était approché de lui pour lui toucher le

bras. Menaces de mort par milliers. Avant notre arrivée en Argentine, un tweet de Milei venait tout juste de ressusciter la campagne de haine sur les réseaux.

#### TRONÇONNEUSES

Parfois donc, Milei s'exprime notamment contre une œuvre ou un artiste. C'est arrivé aux réalisateurs María Alché et Benjamín Naishtat pendant les élections argentines de l'automne 2023. Leur film *Puan* (*El Profesor* pour le titre européen), une comédie qui brosse avec humour les ravages du néolibéralisme dans le microcosme universitaire argentin, est sorti entre les deux tours. Succès immédiat en salles, grand gagnant des césars locaux, 80000 entrées en salle en France, il a rapidement cristallisé la colère anti-Milei devenant emblème de la résistance à la stupéfaction de ses auteurs. Les invitations à projeter le film, ici dans une usine coopérative de la Plata, là dans des écoles des provinces alentour, déferlent dans toute l'Argentine depuis un an et demi. Au moment où Milei brandissait ses tronçonneuses contre la culture publique au printemps 2024, Benjamín Naishtat était invité au Sénat pour débattre des singularités du cinéma argentin, «cet art devenu,

depuis la fin de la dictature, un emblème de la mémoire historique. Beaucoup de films ont mis en scène la lutte contre l'oubli». Des milliers de trolls pro-Milei ont attaqué le film sur les réseaux sociaux. Puis le Président en personne : «J'en ai marre de Puan. Détruisons l'Incaa, j'irai voir King Kong.»

En juin, Milei tentait en effet de fermer l'Incaa, l'équivalent du Centre national du cinéma français. L'institution, lancée il y a quarante-cinq ans par un gouvernement militaire, a bien des défauts, convient le secteur, et mériterait des réformes. Reste qu'elle a permis l'émergence d'un cinéma parmi les plus audacieux et envié au monde, le seul d'Amérique latine représenté chaque année dans les gros raouts internationaux. Son modèle est le même qu'en France : une logique d'autofinancement avec pourcentage prélevé sur les recettes des billets de cinéma et quota d'aide aux films locaux garantissant une diversité d'esthétiques. Et les attaques sont aussi les mêmes qu'en France : cette institution financerait des films que personne ne voudrait voir, perfusés à l'argent public pendant que des enfants meurent de faim. «C'est un des premiers mensonges : ce gouvernement a

Suite page 26

# CULTURE/

**Suite de la page 25** parlé de nous comme si nous pompions 30 % du budget de l'Etat, alors que l'impact de la culture sur les finances publiques est dérisoire», poursuit Benjamin Naishat.

Désidément, il y a des impressions de déjà-vu. Pas seulement en se promenant dans le quartier chic de Recoleta où s'alignent les villas de style français. La rhétorique populaire de Milei à l'égard des artistes ne diffère pas fondamentalement de celle entendue à l'encontre d'une Justine Triet lors de son discours à Cannes, par exemple, ou plus généralement, de celle déployée par nombre d'élus français fustigeant ces «nantis de la culture biberonnés à l'argent public». Aussi, les débats qui en résultent dans la sphère artistique sont très cousins. Repensons donc à celui lancé par Ariane Mnouchkine dans nos pages en juin sur la «responsabilité» des artistes dans la montée du RN. Le chorégraphe argentin Juan Onofri Barbato dit, en substance, la même chose : «Malheureusement, quand le clan Milei dit que les artistes ici ne parlent qu'à eux-mêmes, ils ont parfois raison : la sociologie dans les salles devrait idéalement être plus diverse. Mais c'est la réponse apportée à ce manque de diversité du public qui est terrible : plutôt que de nous aider à faire mieux sur ce point, on bouille tout l'écosystème.»

## «MON LOYER A TRIPLEDÉ

Au printemps, Milei n'a pas eu les moyens politiques de fermer l'Incaa : les parlementaires, cette «bande de rats» (dixit le Président) l'en ont empêché. Ce soir-là, tout le monde guette le discours de politique générale : Milei pourrait se sentir galvanisé par l'impressionnante baisse de l'inflation obtenue en quelques mois. Quoi qu'il en soit, il existe bien des façons de tuer une institution de l'intérieur pour venir à bout des «zurdos de mierda» (sorte d'équivalent du «gauchiasse» français) : par exemple, en amputant le budget de l'Incaa et en changeant sa direction. En Italie, Georgia Meloni fait ça aussi. Et ne parlons pas de ce que Donald Trump réserve aux structures américaines, Kennedy Center en tête.

En Argentine, le monde du cinéma-audiovisuel vit donc arriver à la direction de la maison mère Carlos Pirovano, un économiste libéral sans expérience de la filière, qui a exposé ainsi sa philosophie dans le programme télévisé très miléiste *la Misa* : «Si vous conduisez mal, je vous ferai subir un marathon des 100 films argentins que moins de 1000 personnes ont vu. Une véritable torture!» Nommé en mars, il

diminua le nombre d'employés de 700 à 300 (avec lettre de remerciement envoyée le vendredi pour le lundi). Les aides sont désormais attribuées en bout de chaîne, une fois que le film a prouvé sa rentabilité en salle.

Sur la place du Congrès, le cinéma Gaumont, propriété de l'Incaa, compagnon historique de ce «nouveau cinéma argentin» de renommée internationale, affichera probablement moins de films locaux : les aides publiques au cinéma

en 2024 égalaient zéro. A l'Institut Français, Antoine Sebire nous dit regarder, impuissant, de plus en plus de producteurs partir pour le Mexique ou le Brésil. Les tournages en cours sont majoritairement ceux des plateformes : Juan José Campanella réalise par exemple une série sur Mafalda pour Netflix (l'équivalent d'Astérix, dans notre patrimoine national). Pendant ce temps, le cinéma du milieu, lui, disparaît. N'importe quel guide vous le dira : le quartier prisé de Palermo Holly-

wood, dans le nord de la ville, porte ce nom en raison du nombre de petites boîtes de production de cinéma et d'audiovisuel venues s'y installer au début des années 2000. Aujourd'hui, combien d'acteurs de la filière sont-ils devenus serveurs à leurs heures perdues, dans une de ces anciennes manufactures reconvertis en bars à sushis, ou dans ces cafés aux murs en briques blanches dégoulinant de plantes instagrammables, comme celui dans lequel nous nous asseyons?

Clara Massot a donné rendez-vous dans un bar en bordure du quartier. Il y a encore quelques mois, la productrice faisait de ces charmants cafés son principal bureau de travail. Mais le moindre jus coûte aujourd'hui le prix d'une robe Gucci depuis que le gouvernement a figé le prix du dollar. «Mon loyer a triplé sans que mon salaire ne bouge. Les réunions professionnelles se font désormais en appartement.» Dans le subte, le métro de la ville, les pauvres ont changé de visage : on voit depuis peu, dit-on, des gens de la classe moyenne enjamber les barrières, obligés de frauder pour aller travailler, ne pouvant plus assumer le coût quotidien du ticket de métro. A part en 2001, les Argentins n'avaient jamais vu ça.

## SOLIDARITÉ

Tous les mercredis soir depuis l'été, Clara Massot retrouve les autres membres du collectif Contra-Campo chez le producteur Jérôme Quevedo. Une vingtaine de réalisateurs (dont Federico Luis ou Hernán Rosselli, qui présente actuellement son film en France), éditeurs, producteurs s'y réunissent pour organiser la résistance et tentent de rassembler des données fiables : combien de boîtes de production ont mis la clé sous la porte exactement ? Combien de festivals et de dispositifs d'éducation à l'image ? Combien de films argentins parviennent encore à se produire ? On parle d'un passage de 400 à 30 films par an. Tous, ici, ont des amis devenus scénaristes-manutentionnaires ou documentariste-déménageur. «En ce moment, la plupart des acteurs diminuent drastiquement leurs cachets, ou travaillent gratuitement pour rester dans le secteur, explique Clara Massot. Une de mes amies productrices est devenue chauffeuse Uber. Elle dit qu'elle gagne plus de cette façon que dans le cinéma.»

Contra-Campo s'est réellement constitué cet automne, au moment du festival international Mar del Plata, le «Cannes sud-américain» historiquement piloté par l'Incaa. Le festival battait déjà de l'aile depuis quelques années ; en 2024, il a sombré. De nombreux réalisateurs étrangers et locaux, en signe de protestation, ont refusé d'y envoyer leur film, à l'instar du Portugais Miguel Gomes qui a préféré le festival du film d'Entre Ríos (financé par la province du même nom) et, comme beaucoup d'autres acteurs du secteur, a soutenu Contra-Campo. Pendant ce temps, en effet, le collectif remplissait les salles avec son festival «off» riche en projections et en débats. Un succès salué y compris



Le chorégraphe Juan Onofri Barbato et l'actrice Elisa Carricajo. PHOTO ANITA POUCHARD SERRA



Emblème de l'opposition gouvernementale, le centre culturel Kirchner a été rebaptisé «Palacio Libertad». PHOTO A. POUCHARD SERRA

dans des médias alignés sur Milei. «Attention, ce n'était pas un boycott, insiste Contra-Campo, nous avons tous grandi avec Mar del Plata et luttons pour qu'il retrouve son ADN.» Trouver une salle pour organiser cet événement protestataire en parallèle de Mar del Plata, cependant, ne fut pas un jeu d'enfant. «Tu prends conscience de la peur des représailles qui s'est infiltrée dans le milieu.»

Quelques fois par mois, certains se croisent à Planta Inclan. Dans cet espace culturel indépendant, Benjamín Naishat organise ce soir une projection de *Lost Highway* de David Lynch. Le lieu a été créé par deux de ses amis, Elisa Carricajo et Juan Onofri Barbato, respectivement actrice et chorégraphe qui ont pu acheter les murs en 2018 grâce à un grand programme de l'Etat. Au moment où la somme leur a été versée, le peso a été brutalement dévalué. Or l'immobilier se paye en dollars. «On a réussi à finaliser l'achat grâce à nos familles et nos amis.» La culture en Argentine est très centralisée à Buenos Aires, et dans Buenos Aires, elle est concentrée dans le nord de la ville. Planta Inclan a sciemment choisi de s'implanter dans un ancien quartier industriel du Sud, un peu déshérité mais en cours de gentrification. Le hangar abandonné s'est transformé en quelques années en espace coloré et chaleureux qui propose concerts, cours ouverts tous les jours, spectacles. C'est un des emblèmes actuels du «Théâtre indépendant», ce réseau historique de centaines de salles autogérées où se presse un public (c'est frappant) jeune. Le secteur des arts vivants est «habitué» depuis toujours à œuvrer

avec des aides publiques très limitées. L'impact économique des attaques de Milei est moindre sur eux, «mais pas les discours, qui infusent lentement dans la société», précise Juan Onofri Barbato. Tout le monde ici est enseignant-acteur, danseur et prof de yoga. La notion française d'«intermittence» appartient évidemment à une autre galaxie. On autoproduit des spectacles, porté par un réseau de solidarité et une logique coopérative. «C'est tellement dur de produire un spectacle que tu dois vraiment vouloir dire quelque chose sur scène.»

#### OVNI ET OASIS

Vu de France, c'est romantique, n'est-ce pas ? La preuve qu'on fait parfois mieux avec moins, diraient nombre d'élus ? «C'est évidemment le piège, insiste Juan Onofri Barbato : laisser penser que tout fonctionne finalement très bien sans argent public. C'est faux : par exemple, je suis l'interprète, le producteur et le diffuseur de ma pièce. Je n'ai jamais de vacances, peu de protection, on est condamnés à privilégier les petites formes en solo. Surtout, jamais nous n'aurions pu lancer ce lieu sans argent public.»

Le grand défi que beaucoup visent ici, c'est d'être coproduit par une scène européenne comme peuvent l'être des Lola Arias ou Mariano Pensotti. Dans toutes les filières, le constat revient : les financements internationaux sont cruciaux. «Même si l'Argentine est devenue plus chère et que l'impact de l'argent étranger est aujourd'hui moindre», souligne Benjamín Naishat. Dans ce contexte, le programme «Orillas Nuevas» («nouveaux horizons») est arrivé comme un ovni et une

oasis de développement. L'Institut français de Buenos Aires, doté d'un petit budget annuel d'1 million d'euros, a exceptionnellement reçu en 2024 la même somme du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour monter un projet de coopération culturelle déployé sur dix-huit mois. Une aide exceptionnelle, fléchée vers le développement, la structuration des filières, la professionnalisation des équipes artistiques sur l'ensemble du territoire argentin. Son montant dit beaucoup de la place historique qu'occupe la culture dans les relations franco-argentines. «C'est vingt fois ce qu'on peut recevoir de l'Institut français à Paris quand on candidate à un pro-

jet, évalue Lucie Haguenauer, à la tête du programme avec Philippe Ariagno, attaché culturel. Habituellement, nos missions consistent principalement à faire rayonner les artistes français ici. Cette fois, on renverse la vapeur et on change d'échelle : l'ingénierie culturelle française est mise au service d'équipes locales.» L'«ingénierie», cette semaine, s'appelle Fred Sancère, un directeur artistique inventif qui a monté dans de petits villages de l'Aveyron de curieux projets (des œuvres d'art refuge sur le chemin de Compostelle ou un dispositif d'art à domicile pour personnes âgées isolées). Il est notamment curieux de rencontrer les trois trentenaires de «Hablabas



Buenos Aires, le 24 mars 2024. CAPTURE DÉCRAN BENJANAISHTAT

Con Las Bestias» qui tentent de développer des projets artistiques dans leur village de la région de Santa Fe. 70 % des habitants de leur commune de 5 000 habitants ont voté Javier Milei. Ezequiel Ruete, lui aussi trentenaire, est venu d'encore plus loin. Il vit, dit-il, entouré de glaciers en Patagonie, où il a lancé avec sa sœur une petite entreprise d'hôtellerie insolite pour financer ses projets d'installations aériennes.

#### «PRÉCURSEURS»

Comme eux, 1 400 équipes ont candidaté. 30 d'entre elles ont été retenues. Certaines sont émergentes, d'autres tout à fait professionnalisées comme celle de l'architecte *porteño* Martin Huberman qui mène un vaste projet de recherche sur le lien de la ville à son fleuve. Dans l'idéal, il rêverait de créer des correspondances avec des villes européennes comme Rotterdam. Mais «il n'y a plus rien ici niveau budget». Grâce à Orillas Nuevas, chaque équipe perçoit entre 12 000 et 20 000 euros. Dans le cas d'un projet de cinéma d'animation, la somme représente parfois 2 % du budget global. Mais pour d'autres, «c'est inespéré», lance le studio d'architecture A77 de Gustavo Dieguez et Lucas Gilardi. A Campo de Mayo, vaste zone militaire transformée en camp de détention pendant la dictature, les artistes devaient concevoir et installer un lieu de mémoire avec 200 étudiants, un projet cofinancé par trois ministères (justice, éducation, culture). Tout a été stoppé à l'arrivée de Milei. Deux ans de travail perdus. L'espoir, pour l'Institut français de Buenos Aires et son directeur, Frédéric Depétris, serait de voir l'Union européenne relayer le programme Orillas Nuevas et s'inscrire dans la dynamique diplomatique en cours : mettre le paquet pour défendre le modèle européen en Amérique latine. Avant que la France ne s'inspire trop de l'actuel modèle argentin ? A Buenos Aires, certains écarquillent les yeux quand on leur annonce que la même rhétorique anti-service public de la culture infuse à grande vitesse chez nous. Elle n'est peut-être pas encore portée à l'échelon présidentiel, mais régional. Ne saviez-vous pas que Christelle Morançais, présidente de la région Pays de la Loire, était surnommée la «Javier Milei française» ? «Attention à vous, en matière de culture, on pourrait être précurseurs», répond, dans un sourire amer, un ancien directeur de structure. Mais qu'est-ce qu'il vous resterait, à vous Français, comme rayonnement international, si vous n'aviez plus la bouffe et les arts ?»

# Perse and love

**Golshifteh Farahani** La comédienne iranienne, très mobilisée contre les mollahs, a surmonté une crise existentielle et aspire à plus de légèreté.



À-bas, «je suis morte». Elle dit ça comme elle dit tout, avec intensité, presque ferveur, en appuyant sur chaque syllabe. Là-bas donc, elle est morte, mais, heureusement pour nous, elle est revenue à la vie, comme «un Phoenix qui renaît de ses cendres». Cette renaissance explique pourquoi, en ce jour de presque printemps, on la rencontre à Paris dans les locaux de son agent. Golshifteh Farahani est aujourd’hui tout à fait vivante. Avec son tailleur noir et manteau, ses bottes cavalières, ses mains fines ornées de chaînes en or, et sa chevelure sombre qui cascade sur ses épaules, elle a tout de la «star». Et pourtant, elle est d’une chaleur et d’une proximité étonnantes. Pro accomplie, elle fait aussi le pitre avec la photographe, compare ses deux profils, évoque ses «nipples, nipples» qui pointent sous son pull. «On s’en fout!»

Elle alterne entre l’anglais et le français, on ne parle pas encore le farsi. Mais l’actrice parle encore une autre langue, la sienne propre, un mélange de poésie et d’expressions familiaires qui, prises dans sa voix rauque, ressemblent à une drôle de musique. Avant, ou en plus d’être comédienne, elle est aussi musicienne. Elle ne dit pas «j’ai touché le fond», mais «j’étais un

chameau chargé de milliers de colis, et c’est une plume qui m’a cassé le dos» ou elle cite un proverbe persan : «Il n’existe plus une colline sur laquelle je n’ai pas chié, et je regarde toutes ces collines où j’ai laissé de la merde.» Dans sa voix, «merde» n’a pas le même son.

Elle est partie, sur un coup de tête, fin novembre, «vers l’Amazonie où quelque chose m’appelait». Elle est partie seule, avec un gros sac à dos, «sans savoir vraiment où j’allais». Elle est rentrée fin janvier et l’expérience, visiblement mystique, est toujours là, à fleur de sa peau dorée, elle qui se dit «intensément charnelle». «Je suis partie parce que j’avais atteint le plus bas du bas. Plus bas, ce n’est pas possible. C’est comme si les dieux avaient décidé de jouer avec moi, comme si la vie voulait à tout prix me casser.» Elle n’en dira plus, laissera flotter le pourquoi du comment. Mais le mal-être était suffisamment sérieux pour qu’elle informe son frère et rédige son testament. «Je suis partie, soit pour me libérer d’un poids, soit pour mourir.»

Et elle est donc morte un peu. Avant de renaître. Elle évoque ce «souffle coupé», cette «sensation d’être constamment sous l’eau», qui l’accompagne depuis des années. Elle parle aussi

d’oiseaux dont les pattes sont collées dans l’asphalte. A-t-elle réussi à s’envoler? Il semblerait. En Amazonie, avec l’aide aussi de ce qu’elle appelle des «herbes médicinales», sans aucun doute hallucinogènes, elle a «retrouvé la faculté de respirer, dix-huit ans après». Dix-huit ans après l’exil de l’Iran, alors qu’elle était une star dans son pays natal et commençait à l’être dans le reste du monde. Un film de Ridley Scott, *Mensonges d’Etat*, un foulard enlevé, un bout de sein dévoilé, les interrogatoires des autorités iraniennes, et puis le départ sans retour. Et, depuis, la sensation qu’elle porte un poids, une forme de responsabilité, une voix, pour l’Iran, pour les siens. Elle s’est engagée, à de multiples reprises, pour la liberté des femmes, pour la fin du régime des mollahs, pour la liberté. Elle le répète souvent, «je n’ai pas eu le choix». De ne pas partir et de ne pas s’engager. Elle parle du conditionnement exercé par son père, metteur en scène et comédien, très à gauche. «J’ai été formée pour être un petit soldat sans attendre rien en retour. Mais je ne suis pas un soldat, ni une esclave, juste une femme qui veut seulement exister.»

Le temps a passé. Aujourd’hui, le poids s’est fait plus léger. «J’ai retrouvé un poumon, un cœur. Mes réponses ont changé, avant, tout était géopolitique, tout retournait à l’Iran», dont le régime est «comme un arbre attaqué par un parasite, qui va mourir un jour ou l’autre, ou comme un arbre fissuré, qui va finir par tomber». Aujourd’hui, elle se veut légère, aspire à «la joie, parce que je suis la joie», à jouer des «rôles plus drôles parce que j’ai vraiment tout donné à la tragédie», et elle laisse traîner ce mot comme une trace indélébile... «tra... gé... die...».

Ses premiers rôles après son départ d’Iran ont été ceux de «femmes qui s’émancipaient. Plus récemment, ce sont des femmes qui tuent». Pas dans son dernier film, *Lire Lolita à Téhéran*, où, pour la première fois depuis son exil, elle joue le rôle d’une Iranienne, et parle dans sa langue natale, le farsi. Le film raconte l’oppression des femmes après la révolution de 1979, et la tentative de survie, à travers la littérature. La survie au régime, à soi-même, la survie dans l’exil. C’est un peu son histoire, «plutôt celle de mes parents», qui ne se sont pas exilés, mais peuvent quitter l’Iran une fois par an. Alors, ils se retrouvent à Berlin, New York ou Paris.

D’ailleurs, pour la première fois de sa vie, elle qui a tourné 62 films, le premier, *le Poirier* (Dariush Mehrjui) à 14 ans, vient de renoncer à un tournage, quinze jours avant le coup d’envoi. «Parce que mon père est à Paris, et j’ai besoin de passer du temps avec lui.» Elle a un cercle d’amis très proches, ils sont trois ou quatre, des Iraniens, mais pas seulement. Elle les appelle son «cercle de confiance». «Je dois les remercier pour ces deux années et demie, ils m’ont tenue. Sans eux, je ne sais pas où je serais. Ils sont ce qu’on est quand on a froid et qu’on a besoin de feu.»

Elle ne sait plus où elle vit, ou plutôt elle vit partout. Elle vient de passer sept mois à Vancouver pour tourner une série et trois mois en Amazonie. «Je me sens bien partout. Chaque fois que je découvre un nouvel endroit, j’en tombe amoureuse, Budapest récemment, les étrangers de l’Europe, la langue d’une autre racine, la musique...» Dans une autre vie, elle sera architecte. «J’adore construire.»

Elle estime le monde «cassé» et compare l’âme de la France à «un adolescent de 13 ans à l’ego surdimensionné, qui ne pense qu’à lui-même, qui n’existe qu’en râlant et qui, en même temps, est inattendu et charmant». L’amour? Mariée deux fois, un temps compagne du comédien Louis Garrel, objet de rumeurs récurrentes, elle s’échappe par une pirouette. «Je suis l’amour de ma vie» et «je sais qu’il y a quelque chose qui m’attend». Quant à Dieu, elle croit plutôt en «la conscience collective, en la poésie et l’amour, en l’être humain et la bonté».

Elle croit aussi aux voyages des âmes, mais c’est à vélo qu’elle se déplace, y compris à Paris. Elle en est folle depuis toute petite. A Téhéran, elle s’était rasé la tête pour ressembler à un garçon, ne pas porter de voile et pouvoir pédaler tranquille. A Vancouver, elle fait du VTT en montagne. «Je me sens libre.»

Par **SONIA DELESALLE-STOLPER**  
Photo **LAURA STEVENS. MODDS**